

CESTA



ORGANISATION DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL
ORGANIZATION OF WORLD HERITAGE CITIES
ORGANIZACIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL
منظمة مدن التراث العالمي
ORGANIZAÇÃO DAS CIDADES DO PATRIMÓNIO MUNDIAL



United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization



RAPPORT

Propositions pour la mise à jour du guide de gestion des villes du patrimoine mondial: ANALYSE COMPAREE D'ETUDES DE CAS

Patrimoine et tourisme culturel
(Venise, Luang Prabang, Lijiang)
Patrimoine et participation de la société civile
(Fès, Marrakech, Québec)

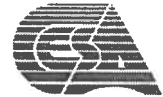


DESTAING Emilie
Magistère 3
Stage individuel

Juin-Août 2004



ORGANISATION DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL
ORGANIZATION OF WORLD HERITAGE CITIES
ORGANIZACIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL
منظمة مدن التراث العالمي
ORGANIZAÇÃO DAS CIDADES DO PATRIMÔNIO MUNDIAL



RAPPORT

Propositions pour la mise à jour du guide de gestion des villes du patrimoine mondial: ANALYSE COMPAREE D'ETUDES DE CAS

Patrimoine et tourisme culturel
(Venise, Luang Prabang, Lijiang)

Patrimoine et participation de la société civile
(Fès, Marrakech, Québec)



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement **J.M. MARTINEZ**, directeur des programmes au sein de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, mon responsable durant ce stage, pour m'avoir conseillée et entourée tout au long de ces trois mois.

Je tiens également à remercier sincèrement toutes les personnes de l'Organisation qui ont si chaleureusement accueilli "la petite française":

D. RICARD, secrétaire général de l'Organisation des villes du patrimoine mondial

I. MERCIER, secrétaire de direction (merci de m'avoir fait goûter aux pâtisseries québécoises...)

R. LAROUCHE, directrice des finances

Je tiens également à remercier toutes les personnes contactées, par un biais ou un autre:

- **BOISSON de, M.L.** Comité Français pour la Sauvegarde de Venise.

- **EMOND, C.** Service culture de la ville de Québec et responsable des Projets Jeunesse au sein de l'O.V.P.M.

- **FAVIS, R.** Bureau Régional Asie-Pacifique U.N.E.S.C.O. pour la culture, Bangkok.

- **GARCIA VICENTE, J.** , Responsable, Centre de Documentation de l'I.C.O.M.O.S., Paris

- **STOVEL, H.**, Directeur de l'Unité Habitat Patrimonial, I.C.C.R.O.M., Rome.

- **THOUMMABOUTH, M.** Directrice adjointe de la Maison du Patrimoine, Service administratif et financier Luang Prabang.

- **YAMAMURA, T.** , Associate professor, Department of Tourism Design, University of Arts, Kyoto, Saga.

Enfin, je tiens à remercier **D. MARTOUZET**, professeur au CESA (département aménagement de l'Université Polytechnique Universitaire de Tours, France), mon responsable pour ce stage.

SOMMAIRE

Remerciements.....	1
Sommaire.....	2
Introduction.....	3
1. Préambule (méthodologie).....	5
2. Nouveaux défis pour la gestion des villes du patrimoine mondial.....	10
3. Analyse comparée d'études de cas.....	14
<i>Protection du patrimoine et tourisme.....</i>	<i>15</i>
Topo introductif.....	16
Venise: Gestion des flux touristiques:	
Exemple de la Carte de Venise.....	18
Luang Prabang: Patrimoine culturel traditionnel et tourisme durable.....	27
Lijiang: Patrimoine traditionnel et tourisme: le risque du tourisme "folklorique.....	37
Fiche synthèse.....	45
Schéma récapitulatif.	46
<i>Protection du patrimoine et société civile.....</i>	<i>47</i>
Topo introductif.....	48
Fès: Les amicales de quartier (widâdiyya): société civile et sauvegarde de la médina.....	50
Marrakech: Société civile et sauvegarde de la médina: la Charte Marrakech-Médina.....	58
Québec: Campagne de sensibilisation auprès de la population.....	66
Fiche synthèse.....	77
Schéma récapitulatif.	78
Synthèse générale.....	79
Conclusion.....	80
Bibliographie.....	82
Glossaire.....	87
Tables.....	88
Table des matières.....	89
Annexes.....	93

INTRODUCTION

Pour un patrimoine vivant...

"Rien n'est plus fragile que l'équilibre des hauts lieux de Beauté".
Yourcenar, 1986.

Ce rapport est le fruit d'un stage réalisé au sein de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, à Québec (Canada), pendant les trois mois d'été 2004.

L'Organisation des villes du patrimoine mondial est une organisation internationale non gouvernementale sans but lucratif, dont le but est d'aider les villes membres à adapter et à perfectionner leur mode de gestion en fonction des exigences particulières attribuables à leur classement sur la Liste du patrimoine mondial. Elle a été fondée à Fès en septembre 1993, et est la seule à regrouper les 208¹ maires des villes inscrites par l'U.N.E.S.C.O.² sur la Liste du patrimoine mondial.

La volonté de connaître les arcanes d'une organisation internationale, le goût pour les questions du patrimoine, le tout dans un contexte extrêmement évolutif ces dix dernières années concernant les nouveaux défis et enjeux auxquels doivent faire face les gestionnaires du patrimoine et de l'espace urbain ont été les principales motivations pour le choix de ce stage.

Depuis quelques années s'est imposée la notion de "conservation intégrée", ou encore de "gestion patrimoniale durable", qui veut que la gestion du patrimoine soit partie intégrante d'une réflexion globale sur l'espace urbain (considérations spatiales, sociales, économiques, culturelles, environnementales, etc.). Parce que les villes du patrimoine mondial, de part leur inscription sur "la Liste" par l'U.N.E.S.C.O., constituent des *'microcosmes' de tous ces défis* mais aussi *des lieux d'exemplarité*, un Guide de Gestion a été édité en 1991 (au moment de la création de l'Organisation) à destination des gestionnaires du patrimoine dans les villes concernées.

Ma mission s'inscrit dans le travail de remise à jour de ce Guide de Gestion, qui s'impose suite aux nouveaux défis apparus et à l'évolution de la notion de patrimoine. Elle consiste plus précisément à réaliser une analyse comparée de six études de cas, réparties en deux thèmes 'actuels': patrimoine et tourisme culturel (Venise, Luang Prabang, Lijiang) et, patrimoine et participation de la société civile (Fès, Marrakech, Québec). Ceci dans le but de définir des stratégies d'action, des indications pour un 'programme clef' à destination des responsables de la gestion urbaine et patrimoniale des villes du patrimoine mondial. Cette mission s'inscrit à plus grande échelle dans la philosophie de l'Organisation, qui est de promouvoir et de faciliter la communication et l'échange d'expérience entre les villes du patrimoine mondial.

Il est à noter que ce rapport n'a aucunement l'ambition de fournir des "recettes miracles", mais bien –à partir de l'analyse d'expériences déjà tentées- de donner des

¹ Chiffre pour l'année 2004

² Organisation des Nations Unies pour la Science, le Culture et l'Education

conseils, des "bonnes pratiques", ainsi que les écueils à éviter pour une gestion du patrimoine qui respecte le legs de l'histoire et ne constitue pas un frein au développement présent et à venir des territoires. Ces préconisations sont donc à considérer comme autant de grandes lignes, qu'il s'agira d'adapter aux différents contextes locaux.

Ce travail s'articule autour d'une injonction: que les villes du patrimoine mondial restent et demeurent des cités vivantes, et non des musées à ciel ouverts.

Ce rapport s'organise selon les deux grands thèmes du tourisme culturel et de la participation de la société civile, au sein desquels trois études de cas sont étudiées.

Avant cela, une brève première partie rend compte de l'évolution de la notion de patrimoine et des nouveaux enjeux qui l'accompagne: elle permet ainsi de justifier le choix des thèmes et des villes dans le cadre de la remise à jour.

Mais tout d'abord un "préambule" expose la méthodologie adoptée pour répondre à cette mission (manière de travailler, supports, sources, justification des différents choix réalisés tout au long du travail) et présente en détail l'organisation du rapport.

1. PREAMBULE

I. METHODOLOGIE

A. Articulations avec d'autres travaux en cours

A l'échelle de l'O.V.P.M., ce stage s'inscrit dans le cadre du projet URBOS de "Portail technique pour la gestion des villes du patrimoine mondial", destiné à fournir de l'information et à favoriser la communication concernant la gestion du patrimoine, entre et pour les villes du patrimoine mondial, via internet.

Un premier travail au début de ce stage a d'ailleurs été de collecter tous les sites ayant trait à la gestion du patrimoine, ainsi que les chartes et conventions internationales les plus importantes, ceci dans le cadre de la création du Portail. Cela m'a permis de "débroussailler" le terrain, de réaliser ainsi une phase de 'familiarisation' et de découvrir en sus une partie des sources disponibles pour obtenir des informations par la suite.

Cette mission s'inscrit dans le cadre plus large de la remise à jour du Guide de Gestion des villes du patrimoine mondial. En effet, un premier Guide de Gestion avait été édité en 1991 sous la houlette de l'O.V.P.M., Mr Herb Stovel en étant l'auteur. Face aux changements intervenus ces dernières années dans la définition même du patrimoine, et face aux nouveaux défis auxquels doivent faire face les villes du patrimoine mondial, il a été décidé par l'I.C.C.R.O.M³ de procéder à une remise à jour du Guide. Mr Stovel, a été désigné pour poursuivre lui-même le travail entrepris une dizaine d'années auparavant.

B. Méthode de travail

La méthode de travail s'est basée essentiellement sur un travail "en chambre". En effet pour des raisons matérielles évidentes, il était tout à fait impossible de rencontrer directement les acteurs concernés pour chaque étude de cas, ou encore de se déplacer sur les territoires concernés (exception faite de la ville de Québec). L'objectif était tout autre dans la mesure où il s'agissait de traiter plusieurs villes parallèlement: il s'agissait donc de profiter de la documentation et surtout des contacts fournis par l'O.V.P.M. (notamment à travers ses secrétariats régionaux) pour obtenir des informations.

La "matière première" a donc été obtenue suite à de nombreux contacts par courriers électroniques, envois postaux et entretiens téléphoniques.

Après avoir choisi la méthode de l'analyse comparée, s'est imposé le choix des thèmes. Deux ont été retenus, puis pour chacun d'entre eux, trois études de cas ont été sélectionnées.

1. Choix de l'analyse comparée

Le but était d'éviter un simple recapitulatif des faits (compilément d'études de cas), qui était une des faiblesses du premier guide de gestion.

³ Centre International d'Etudes pour la Restauration et la Prédervation des Biens Culturels

Le choix s'est donc porté sur une analyse comparée (pour chaque thème), ceci afin de pouvoir en tirer des stratégies d'action. L'analyse s'est voulue facilitée par l'adoption d'un plan identique pour chaque étude de cas.

2. Choix des thèmes

Les deux thèmes retenus sont protection du patrimoine et:

- *Tourisme culturel*
- *Participation de la société civile*

Le choix s'est effectué par rapport aux changements et aux évolutions constatés dans le domaine du patrimoine depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire le laps de temps qui s'est écoulé entre l'édition du premier guide de gestion et son actuelle mise à jour. Les thèmes choisis correspondent donc aux nouveaux enjeux auxquels doit faire face la gestion du patrimoine, qui sont plus précisément cernés dans la première partie (cf. 2).

Le choix a été fait de se concentrer sur un nombre restreint de thèmes, ceci afin d'écartier le risque d'éparpillement, donc à terme de superficialité. La difficulté majeure étant en effet de trouver (et d'obtenir!) les sources de documentations et d'informations, il a été jugé plus pertinent d'étudier le plus en profondeur possible un petit nombre de cas, plutôt que de ne citer que les grands traits d'une multitude d'études.

3. Choix des villes

Les villes retenues sont:

- Tourisme culturel:
 - * *Venise* (Italie)
 - * *Luang Prabang* (République Démocratique Lao)
 - * *Lijiang* (Chine)
- Participation de la société civile:
 - * *Fès* (Maroc)
 - * *Marrakech* (Maroc)
 - * *Québec* (Canada)

Le choix des villes a été motivé par la pertinence et la précision de chaque étude de cas. Il s'agissait en effet de ne sélectionner que des villes ayant mis en œuvre un programme adéquat, précis, en relation avec l'un des deux thèmes choisis. Le critère de localisation géographique (on aurait pu imaginer choisir une ville par continent) n'a pas donc été retenu. Au contraire, le fait qu'il y ait deux villes marocaines par exemple peut aboutir à des comparaisons plus pertinentes, parce que basées sur des espaces urbains similaires. De même pour le choix de Luang Prabang et Lijiang, qui sont toutes deux en relation avec le bureau régional Asie-Pacifique de l'U.N.E.S.C.O. à Bangkok, qui s'est spécialisé dans la question de la relation entre patrimoine et tourisme.

En outre, un des intérêts du choix de ces villes est qu'elles se situent à des stades d'avancement différents du processus. Par exemple le cas de Venise est

révélateur d'une situation qui aurait pu être évitée si un plan d'action préventif avait été mis en place il y a 30 ou 40 ans. Plan d'action qui peut être aujourd'hui mis en place dans des "nouvelles" villes du patrimoine mondial, telles que Luang Prabang ou Lijiang.

Localisation des 6 villes étudiées



Source: achats-industriels.com
Réalisation: personnelle

II. ORGANISATION DU RAPPORT

Le travail se divise en deux grandes parties, de taille inégale.

A. Définir les nouveaux enjeux du patrimoine depuis une dizaine d'années

La première partie retrace brièvement les nouveaux enjeux concernant la gestion du patrimoine urbain suite à l'élargissement de la notion de patrimoine et à l'apparition de nouveaux défis, tels que l'essor du tourisme culturel et la participation de la population locale au processus de sauvegarde du patrimoine.

B. Analyse comparée d'études de cas

La seconde partie constitue le "cœur" du travail, en ceci qu'elle répond à la commande émise par l'organisme, à savoir l'analyse comparée des six études de cas, regroupées en deux thèmes:

➤ Pour chaque thème, un "topo introductif" est proposé, qui permet de mieux en cerner les enjeux, vis-à-vis de la problématique de la gestion des villes du patrimoine mondial. A l'intérieur de chaque thème sont présentées trois études de cas.

➤ Chaque étude se présente sous la même forme afin de permettre des parallèles rapides:

- Dans un premier temps, un **diagnostic rapide** est réalisé. Une "carte d'identité" de la ville permet d'en saisir les très grandes lignes, s'en suit un historique, puis une étude plus centrée sur la patrimoine, qui permet de se rendre compte de l'avancée de la ville en matière de mesures de protection du patrimoine. Enfin la situation de la ville par rapport au thème (tourisme ou société civile) est mis en lumière.

- Dans un second temps est exposé la **stratégie** proprement dite: les actions entreprises, les acteurs concernés, l'échéancier, etc.

- Enfin, une **analyse (évaluation)** est proposée de cette stratégie.

➤ A la fin de chaque thème, une fiche synthèse est réalisée, qui permet de proposer un modèle de stratégies d'action ("conseils, recommandations"), suite à l'analyse croisée des trois études de cas. Elle se présente sous la forme d'un tableau et d'un schéma récapitulatif.

➤ Enfin, une synthèse générale est proposée.

2. NOUVEAUX DÉFIS POUR LA GESTION DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL

"La mémoire n'est pas un archivage des permanences"
Clementi

I. CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DEVELOPPEMENT: LA QUADRATURE DU CERCLE?

A. Pour un patrimoine vivant et...habité

Nous ne reviendrons pas ici sur le dilemme fondateur maintes fois discuté entre conserver ou développer, sauvegarder des cultures et traditions ancestrales ou s'adapter à la société contemporaine...Comme s'il s'agissait finalement de faire un choix cornélien entre passé et futur. Les grandes instances internationales faisant autorités en matière de patrimoine (U.N.E.S.C.O., I.C.O.M.O.S⁴, I.C.C.R.O.M., etc.) ont déjà affirmé haut et fort la volonté de ne pas opposer frontalement les deux problématiques et au contraire d'intégrer pleinement la protection du patrimoine au processus de développement.

Celle-ci pourrait même constituer un élan et une rampe de lancement pour le développement via la création d'emplois pour la réhabilitation du patrimoine bâti, via le tourisme et la manne financière qui en découle, ou encore via la redécouverte d'une partie de son patrimoine oubliée par la population locale, ce qui participe de son ouverture culturelle, indispensable au développement d'une société.

Le patrimoine historique doit être ainsi investi par la mémoire vivante de nos sociétés: Notre rapport à l'espace, au temps, à la mémoire passe par la mutation conjointe de nos mentalités et de notre environnement bâti.

Ce qui nous amène à la question des "permanences structurales" (Larochelle et Lamandi, 1998⁵), idée selon laquelle les transformations passées, présentes et à venir doivent toutes s'inscrire dans un même continuum dont le fil conducteur est les permanences structurales, c'est-à-dire la survie de l'esprit du lieu, qui ne passe pas forcément par le maintien des structures (bâtiments, etc.). Le défi est donc de conserver "l'esprit du lieu", tout en l'adaptant au contexte contemporain et aux nouvelles exigences de la population.

Défi d'autant plus difficile à relever dans les villes historiques que dans les sites, naturels ou culturels: celles-ci sont effet avant tout des lieux de vie, peuplés, animés, et l'équilibre entre conservation du patrimoine, tourisme –qui lui est quasi automatiquement associé- et maintien de la population locale est le plus souvent particulièrement délicat à trouver.

Et tous ces traits se trouvent exacerbés dans le cas particulier des villes du patrimoine mondial qui se trouvent particulièrement exposée de part le prestige de leur nomination sur "la Liste".

B. Cas particulier des villes du patrimoine mondial

Les villes du patrimoine mondial sont au nombre de 208. Elles sont classées sur la Liste du patrimoine mondial que l'U.N.E.S.C.O. édite chaque année.

Elles se caractérisent par une grande diversité, qui tient tout autant à leur localisation aux quatre coins du globe, à leur morphologie urbaine, à leur culture spécifique, mais aussi à leur âge qui peut être très différent: des villes vieilles de plusieurs milliers d'années –Damas- côtoient ainsi des villes nouvelles telles que

⁴ Conseil International des Monuments et des Sites

⁵ *Continuity and Change in Anthropic Environments Toward a Control Based on the Knowledge of Historical Transformation Processes.*

Brasilia qui a à peine quelques dizaines d'années. La conscience du patrimoine et la manière de les protéger en sont alors très différentes.

Ce qui rend particulièrement périlleux la gestion du patrimoine dans les villes du patrimoine mondial est le fait que tout y est exacerbé.

Elles jouissent évidemment de qualités exceptionnelles (bâtiments, site, traditions, symbolique religieuse, etc.) qui nécessitent des mesures de protection adaptées. Elles sont en outre particulièrement exposées de par le prestige du titre et attirent ainsi des touristes toujours plus nombreux, avec tous les avantages et les inconvénients que cela peut représenter (cf. p16). Enfin le jeu d'acteurs est d'autant plus problématique qu'elles ont déclarées patrimoine de l'humanité: qui des instances internationales ou des autorités locales doit avoir le dernier mot?

II. NOUVEAUX ENJEUX DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNEES

A. L'"approche intégrée": pour une gestion du patrimoine *durable*?

Plus que jamais la gestion du patrimoine doit se faire dans un contexte d'évolution et de changements rapides, c'est pourquoi une approche globale est désormais privilégiée. Phénomène qui est visible non seulement dans les Chartes et Conventions, mais également sur le terrain.

Depuis une dizaine d'années, la réflexion porte sur la nature des rapports que la ville historique entretient avec d'autres fonctions urbaines (résidentielle, économique, administrative, etc.). Il s'agit de situer la gestion du quartier historique dans la problématique d'aménagement de l'espace urbain dans son ensemble et l'intégrer par là aux dynamiques économiques, sociales, culturelles. Le Conseil de l'Europe a à cet effet proposé le concept de "**conservation intégrée**". Cette volonté de privilégier une approche globale, "durable" est visible à travers l'intégration de plus en plus fréquente des plans de sauvegarde et de mise en valeur du quartier historique au plan d'aménagement de la ville. L'approche intégrée veut que le patrimoine soit ainsi considéré comme un élément constitutif de la gestion de l'espace urbain dans son ensemble.

B. Evolution de la notion de patrimoine

Les bases de la conservation moderne ont été jetées à Venise en 1964 avec la création de l'I.C.O.M.O.S. et la rédaction de la Charte de Venise. La volonté est alors de "conserver une identité reconnaissable à travers le changement", c'est-à-dire dans un sens de conformité à l'original ; concept qui a servi de fondement aux pratiques institutionnelles de gestion du patrimoine jusqu'à aujourd'hui. Mais désormais l'accent est plutôt mis sur la notion d'"authenticité". On assiste ainsi ces dernières années à une révision des concepts de base du patrimoine et à une extension typologique.

La notion de patrimoine s'est en effet considérablement élargie. Elle englobe désormais la notion de *patrimoine immatériel*, dit encore *intangible*, qui regroupe les "pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faires que les communautés transmettent de génération en génération et qui leur procurent un sentiment d'identité et de continuité"⁶ (ex: us et coutumes, langues, traditions, arts du spectacle, rituels, etc.). Une 'Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel

⁶ Tiré de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Unesco, 2003)

immatériel' a d'ailleurs été adoptée par l'U.N.E.S.C.O. en 2003, qui pointe du doigt la menace de dégradation, voire de disparition qui pèse sur le patrimoine immatériel imputable en partie au processus de mondialisation, et par la même d'uniformisation actuel.

La notion de patrimoine englobe également désormais la notion de "*paysage culturel*" introduite par l'U.N.E.S.C.O., qui la définit selon plusieurs critères:

- Paysage intentionnellement défini, conçu et créé par l'homme (jardins par exemple)
- Paysage essentiellement évolutif (palimpsestes agricoles)
- Paysage associatif (lieux sacrés ou commémoratifs)

C. Nouveaux défis

Un des plus importants nouveaux défis auquel sont confrontées les villes du patrimoine mondial est sans nul doute **l'essor du tourisme culturel**. Et celui-ci est à double tranchant: bien géré il peut constituer un levier important du développement local, mais il peut aussi s'avérer tout à fait néfaste, détruisant cela même qui attirait les touristes en grand nombre (patrimoine bâti et immatériel).

On parle volontiers aujourd'hui de "tourisme durable", faisant référence par là à la nécessité d'envisager le tourisme dans une approche globale comprenant à la fois les questions économiques, sociales et environnementales. Mais le terme est encore plutôt réservé aux sites naturels et environnementaux, et pourtant il serait amplement justifié de parler également de "tourisme durable urbain".

Une Charte du Tourisme Culturel a été adoptée par l'I.C.O.M.O.S. en 1999, et son Principe n° 2 stipule: "La relation entre le patrimoine et le tourisme est dynamique et doit dépasser les conflits. Elle doit être gérée de manière durable au profit des générations actuelles et futures".

Un autre défi concerne **l'apparition de nouveaux acteurs** de la protection du patrimoine: il s'agit des **usagers du patrimoine, autrement dit de la population**, de la société civile. L'enjeu est alors de d'harmoniser les prescriptions des uns ("savoir d'expert" des spécialistes: urbanistes, architectes, conservateurs du patrimoine, mais aussi décideurs politiques etc.) et les motivations des autres ("savoir populaire, d'usage").

En écho à ses deux défis majeurs pour la gestion des villes du patrimoine, nous allons maintenant parcourir six villes du patrimoine mondial, six études de cas, dont l'analyse croisée permet de tirer des conclusions concernant quelques "bonnes pratiques" à appliquer, ainsi que les écueils à éviter.

3. ANALYSE COMPAREE D'ETUDES DE CAS

Les études de cas sont regroupées en deux thèmes:

- Protection du patrimoine et tourisme culturel*
- Protection du patrimoine et société civile*

PROTECTION DU PATRIMOINE ET TOURISME CULTUREL

ETUDES DE CAS: Venise (Italie)
Luang Prabang (RDP Lao)
Lijiang (Chine)

TOPO INTRODUCTIF

I. VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL ET TOURISME CULTUREL

A. Le tourisme culturel a la cote...

L'un des phénomènes universels les plus remarquables de ces quarante dernières années aura été l'essor du tourisme de masse (on n'insistera pas ici sur les causes désormais bien connues de ce phénomène: élévation du niveau de vie, congés payés, avènement de la société de loisirs, etc.). D'après l'Organisation Mondiale du Tourisme, on comptait près de 600 millions de touristes en 2000, soit vingt fois plus qu'en 1950. Et les prévisions sont de 940 millions en 2010! On assiste en parallèle à un intérêt croissant pour les questions du patrimoine, des cultures et des civilisations passées et présentes, ce qui renforce l'essor d'un tourisme dit culturel (conjointement à celui de l'écotourisme, l'année 2002 ayant d'ailleurs été déclarée "Année Internationale de l'écotourisme" par les Nations Unies).

Sachant en outre que les sites du patrimoine ont toujours constitué l'un des grands attraits du voyage, que les chefs-d'œuvre du génie humain ont toujours fasciné et émerveillé les foules, il va sans dire que la conjonction de ces phénomènes a une incidence considérable sur la fréquentation des villes du patrimoine mondial.

En outre, l'industrie touristique n'a pas encore fait une promotion importante des villes du patrimoine mondial, on peut donc légitimement s'attendre à un flux croissant du nombre de touristes dans les années à venir.

B. Le tourisme pour les villes du patrimoine mondial: autant d'avantages que de menaces

Le tourisme présente de nombreux avantages évidents: il procure aux villes hôtes des emplois, des devises, incite parfois à améliorer les infrastructures locales, etc. Les visiteurs, en s'ouvrant à d'autres cultures, contribue ainsi à promouvoir la compréhension et la solidarité internationales.

Mais une fréquentation touristique excessive et/ou peu scrupuleuse peut accélérer le processus de dégradation du bâti et de l'environnement. Le tourisme peut aussi engendrer un déséquilibre économique et social si la création d'infrastructures au seul usage des touristes (hôtels, piscines, restaurants, etc.) est privilégiée, au détriment de services pour la population (écoles, hôpitaux, etc.). Et si le tourisme peut être un moyen pour la population de se réapproprier et de faire vivre sa culture traditionnelle, il peut également la mettre en danger en n'en faisant qu'une simple attraction touristique vide de sens.

C. Encourager une gestion du tourisme basée sur une approche globale

Le tourisme culturel est lié au patrimoine en ceci qu'il repose sur l'ensemble des contributions d'une culture, d'un peuple ou d'une communauté, dont les expressions culturelles portent témoignage de leur identité propre. Ce lien est unique, exceptionnel, et constitue une ressource non renouvelable. Le patrimoine culturel ne peut devenir ni un produit de consommation, ni l'objet d'un contact purement

superficiel pour le visiteur. Il s'avère donc nécessaire d'inventer un nouveau mode de tourisme, basé sur l'engagement et la participation de la population en vue de se réapproprier sa culture et de la faire découvrir, dans un rapport de respect mutuel.

Dans cette perspective, il est indispensable d'encourager une gestion du tourisme basée sur une approche globale. L'"utilisation raisonnable" de la ressource touristique peut en effet s'avérer être un stimulus vital à la préservation et à l'exploitation de la ressource elle-même. Le tourisme peut faire partie intégrante de la conservation d'une ville du patrimoine mondial.

Un développement harmonieux est donc possible entre protection du patrimoine et tourisme, à condition d'envisager ce dernier comme "durable", c'est-à-dire tenant compte à la fois des questions économiques, sociales et environnementales (culturelles dans le cas précis du tourisme culturel).

III. TROIS VILLES, DEUX PROBLÉMATIQUES DIFFÉRENTES

A. Un mot d'ordre commun: rester une cité vivante, et maintenir la culture traditionnelle

Un point commun anecdotique entre les trois villes choisies pour les études de cas est que ce sont des "villes sur l'eau". En effet elles se caractérisent toutes par la présence de canaux et de zones humides au sein même de la ville.

Plus précisément ces trois études de cas traitent toutes du rapport entre protection du patrimoine et tourisme culturel dans une ville du patrimoine mondial. L'enjeu général pour ces trois villes est sans nul doute de rester une cité vivante, et non un musée à ciel ouvert destiné aux seuls touristes.

B. Des villes à des stades différents du processus

Mais la problématique se situe à des niveaux différents, ou plus exactement à des échelles de temps différentes selon les trois villes.

En effet si Venise est une ville touristique depuis plusieurs décennies, dont la réputation n'est plus à faire, Luang Prabang et Lijiang sont au contraire des villes qui ne sont ouvertes au tourisme que depuis une petite dizaine d'années, notamment depuis leur inscription sur la liste du patrimoine mondial.



Ces trois villes ne connaissent pas le même état d'avancement du tourisme: les problématiques seront donc naturellement différentes entre Venise d'une part, et Luang Prabang et Lijiang d'autre part. On pourrait presque dire que **Luang Prabang et Lijiang sont au début du processus, alors que Venise se situe plutôt vers la fin.**

La problématique de Venise concerne plus précisément la gestion du flux de visiteurs, puisque la surcharge touristique menace actuellement la ville et son patrimoine. Pour Luang Prabang et Lijiang, il s'agit plus précisément du rapport entre tourisme et patrimoine culturel traditionnel intangible: ou comment faire pour que la préservation du patrimoine traditionnel ne devienne pas qu'une attraction touristique folklorique.

VENISE: GESTION DES FLUX TOURISTIQUES **EXEMPLE DE LA CARTE DE VENISE**

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

VENISE	
	<i>Pays:</i> Italie
	<i>Date fondation:</i> 810
Source: achats-industriels.com	<i>Nombre d'habitants:</i> 65 000
	<i>Caractéristiques :</i> S'étend sur un ensemble compact de 118 îles très rapprochées, reliées par 160 canaux, au centre d'une lagune de 550 km ² .
	<i>Secteur protégé:</i> Centre historique, lagune entière et ses îlots, les trois ports, les bassins et les parcs de pêche.
	<i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial:</i> 1987

B. Petit coup d'œil historique...

C'est au Ve siècle que les Vénètes se réfugient dans la lagune pour échapper aux invasions lombardes. Venise s'impose alors à partir du VIIe siècle comme un centre commercial prospère.

Grâce aux croisades et à son réseau de comptoirs en Méditerranée, Venise est, à la fin du XIIIe siècle, au sommet de sa puissance.

La prise de Constantinople par le Turcs (1453) consitue une menace pour l'empire maritime de Venise qui connaît ses premiers revers. Sa prospérité économique se maintient toutefois, et son paysage urbain se fixe au XVIe siècle.

C. Critères d'inscription

Venise et sa lagune ont été inscrits au nom des critères ii, iii, iv, v et vi: "Paysage inoubliable", la lagune de Venise abrite "une des plus fortes concentrations de chefs-d'oeuvre du monde", "Venise porte témoignage sur elle-même [...] elle se survit dans ses milliers de documents, "Venise offre de l'architecture médiévale une typologie complète" alliée à des exigences urbanistiques particulières, la lagune constitue en zone méditerranéenne "un exemple d'habitat semi-lacustre vulnérable" (Venise est "associée à l'histoire universelle").

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

1. Une multitude d'acteurs pour préserver le patrimoine de "la plus belle ville du monde"

Auréolée de son titre (et on ne compte plus les "Venise du nord", "Venise verte" ou "Venise orientale"), Venise bénéficie d'un système d'acteurs particulièrement nombreux et coordonnés. Outre les organismes internationaux, il s'agit entre autres localement de la municipalité de Venise, de la Direction des Musées de Venise, du Comité Français de Sauvegarde de Venise, etc.

2. Lancement de la 1ère campagne internationale de sauvegarde par l'Unesco en 1973

Face aux inondations de novembre 1966 qui ont permis de prendre conscience de l'état de dégradation avancée de la ville, l'U.N.E.S.C.O. a lancé officiellement en 1973 une campagne pour la sauvegarde de Venise. Ce fut la première campagne de sauvegarde internationale jamais organisée. A cette occasion le directeur général de l'U.N.E.S.C.O. proclamait: "Saving Venice has become a cause of world-wide importance". C'est à partir de ce moment là que les acteurs oeuvrant pour la préservation du patrimoine de Venise s'organise réellement. Le bureau de l'U.N.E.S.C.O. déménage même de Rome à Venise, sur la place St Marc, comme un symbole fort de la volonté de sauvegarder un tel patrimoine.

3. Un joyau plus que jamais menacé

Or aujourd'hui, plus de 30 ans après, les résultats sont très satisfaisants mais malheureusement pas suffisants puisque de nouveaux problèmes liés à la gestion de l'eau (lagunes) se posent de nouveau aujourd'hui de manière urgente. Venise doit faire face en outre à un autre problème de taille, lié directement à son succès mais qui pourrait bien provoquer sa perte à plus ou moins long terme: il s'agit de la surcharge touristique que connaît actuellement la ville depuis plusieurs années. C'est sur ce point particulier que nous allons nous pencher maintenant.

II. UN TOURISME TRÈS ANCIEN QUI DEVIENT AUJOURD'HUI UNE MENACE: Une "ville musée" en surcharge touristique

A. Diagnostic

Venise parvient de moins en moins à retenir ses habitants. Le nombre d'habitants actuel est égal à environ un tiers du niveau de 1951, et 71% des départs concernent des personnes jeunes (moins de 45 ans). Ce dépeuplement va de pair avec un départ de grandes entreprises, telles que le siège principal des Assurances Générales (qui représentait 2000 emplois), les directions provinciales de plusieurs banques ou encore la compagnie italienne d'aviation Alitalia.

Le départ de la population a provoqué une baisse de l'offre locale: entre 1988 et 1996, 20% de l'offre commerciale pour les biens de consommation courante ont disparu. Les activités stables diminuent et les emplois liés au tourisme favorisent la baisse du niveau de professionnalisation.



Source: J. M. Martinez

L'hiver, la ville semble abandonnée et un tel abandon accélère le processus de dégradation

Venise reçoit près de 8 millions de touristes par an, dont la plupart ne restent que quelques heures, soit près de 800 touristes par habitant et plus de 11 000 touristes par ha! Ce qui entraîne d'importants problèmes de congestion dans les transports, de pollution et de salubrité.



Source: J. M. Martinez

Une ville "mangée" par le tourisme...

Outre une trop grande concentration de touristes dans le temps, il faut noter que la plupart des flux touristiques se concentrent sur la route Piazzale Roma (gare routière) – Rialto- Place San Marco-, délaissant les autres quartiers de la ville historique.

Venise est actuellement proche du seuil de saturation: elle a dépassé sa capacité de charge touristique.

(L'U.N.E.S.C.O. a imposé une "capacité de charge et d'acceptabilité").

Tourisme de masse
devant le palais des
Doges



Source: Unesco/culture

Une solution a été avancée pour gérer les flux de visiteurs: l'idée était de diminuer tout simplement le nombre de touristes. L'objectif avoué était donc de dissuader certains touristes de venir visiter Venise. La solution adoptée a été de faire appel aux services d'un photographe, Oliviero Toscani, pour qu'il conçoive une campagne de publicité négative à l'égard de Venise, en montrant par exemple des ordures ou des pigeons morts. Il s'agissait là d'une mesure tout à fait radicale. Les autorités italiennes préfèrent aujourd'hui la notion de "contrôle en douceur".

B. Enjeux / Objectifs

ENJEU: Diminuer la charge touristique

OBJECTIFS:

- ❖ **Maîtriser le flux de visiteurs**
 - Répartir les visiteurs dans le temps
 - Répartir les visiteurs dans l'espace (au sein de la ville).
- ❖ **Augmenter les retombées économiques du tourisme sur la ville**
 - Allonger la durée du séjour dans la ville.

III. STRATEGIE: "La carte de Venise"

La stratégie retenue par la ville de Venise pour gérer son flux de visiteurs est l'instauration de la "carte de Venise".



A. Mise en place

Elle a été mise en place en Janvier 2002, et une fois son contenu définitivement fixé et étoffé, la campagne de communication a été lancée pour le carnaval de Venise 2003. A cette occasion, plus de 6000 cartes ont été réservées et vendues. Ce nombre est évidemment insuffisant pour maîtriser les flux de visiteurs, mais le volume des ventes ne cesse d'augmenter.

B. Principe⁷

Son principe est basé sur la réservation à l'avance de leur séjour par les touristes. Que ce soit au niveau des transports, ou des activités et prestations consommées sur place (visites, musées, circuits...).

Il existe deux versions de la carte:

- La carte **bleue**, qui offre un accès illimité aux services de transport public locaux, et aux toilettes.
- La carte **orange**, qui permet l'accès aux musées municipaux.

En plus de cela, les détenteurs de la carte de Venise peuvent bénéficier d'une série de "privilèges", tels que des réductions pour des attractions, des sites, des magasins, des cafés, etc.

La carte est valable, au choix: 1, 3 ou 7 jours. Le prix moyen pour une journée pour les deux cartes est de 28 euros⁸. Le prix est variable en fonction de l'âge. Il existe ainsi une carte Junior pour les moins de 29 ans.

Il est également possible d'y ajouter le transport au centre ville depuis l'aéroport Marco Polo et/ou le parking à San Giuliano (service de bateau Aliguna).

Il est aussi intéressant de noter que le prix relatif est dégressif proportionnellement au nombre de jours valables avec la carte. Il est ainsi relativement beaucoup plus avantageux de rester trois jours plus qu'un seul, et sept plutôt que trois.

Il faut bien noter que cette carte n'a aucun caractère obligatoire.

⁷ Pour plus d'informations, consulter le site: www.venicecard.it (version italienne ou anglaise)

⁸ 1 euro = ~1.2 \$US

C. Comment se la procurer?

Pour obtenir la carte, il faut **obligatoirement réserver 48h à l'avance**, soit par internet, soit par appel téléphonique. A noter qu'il est impossible de se procurer la carte une fois sur place. On peut seulement la retirer dans un des quatre points prévus à cet effet.

<i>CONTACT</i>
<p><i>Informations/Réervations:</i> www.venicecard.com</p> <p>Responsable de projet: Prof. Jan Van Der Borg Comune di Venezia Ca' Farsetti San Marco 4136 VENEZIA venicecard@venicecard.it</p> <p>Centre d'appel: +39 041 2424</p>

IV. ANALYSE

A. Pertinence des mesures par rapport aux objectifs de départ

✗ Allonger la durée du séjour dans la ville:

Le but est de "fidéliser une clientèle" sur place, d'encourager un séjour long. Ceci (bien que cela puisse paraître contradictoire avec l'objectif de réduire le nombre de touristes par jour, cf. IV.B.) afin d'augmenter les retombées économiques liées au tourisme (notamment les frais de logement, les dépenses alimentaires...).

Les fonds peuvent être alors réutilisés pour l'entretien et la préservation des principaux monuments, des canaux, des maisons... mais aussi encourager par ce biais le développement socio-économique de la ville (création d'emplois, etc.) pour les résidents permanents.

Le but est atteint par la mise en place d'un tarif dégressif de 1 à 7 jours.

✗ Répartir les visiteurs dans le temps:

Le but est d'améliorer l'organisation des activités et des déplacements des touristes dans la ville (visites musées, transports [par exemple éviter les "vaporettos" circulant à moitié vide] etc.). Il nécessite de connaître le plus exactement possible le nombre de touristes présent à chaque moment dans la ville.

Le but est atteint par la mise en place d'un système basé sur la réservation à l'avance.

B. Limites

✗ Réorganisation plus que diminution du nombre de touristes

Le principe pourrait paraître absurde: vouloir diminuer la pression touristique et les encourager à prolonger leur séjour! Mais il est évident qu'il est quasiment impossible (politiquement, voire éthiquement) d'interdire l'accès à la ville, reconnue patrimoine universel de l'humanité⁹.

On aurait pu imaginer limiter l'utilisation de la ressource en:

- Instaurant des politiques restrictives (réservation obligatoire, nombre de visiteurs permis restreint)
- Augmentant le coût de la visite

Autant de mesures discriminatoires qui paraissent innacceptables.

La Carte de Venise répond donc en réalité à la volonté d'encourager une réorganisation du tourisme, pas de dire non au tourisme.

⁹ Quoique cela ait déjà été envisagé pour des œuvres d'art telles que les grottes de Lascaux en France. Mais nous touchons là justement au cœur du problème: Venise est-elle une œuvre d'art ou doit-elle être considérée comme une ville, vivante, avant tout?

✕ Risque de création d'un marché noir

En résumé, la Carte de Venise constitue indéniablement un premier pas positif, et l'effort doit se poursuivre.

C. Choix des objectifs de départ

Un aspect ne doit pas être négligé qui concerne la **répartition des touristes dans l'espace**. En effet la Carte de Venise ne répond pas pleinement à cette problématique. Elle est à considérer:

- Au sein de la ville:

On pourrait imaginer l'organisation de parcours qui quadrillent la ville, permettant ainsi d'en découvrir des aspects insoupçonnés et de décharger les "hauts-lieux" touristiques. Ces différents parcours pourraient être indiqués sur des brochures distribués à l'office du tourisme, ou dans les agences de voyages.

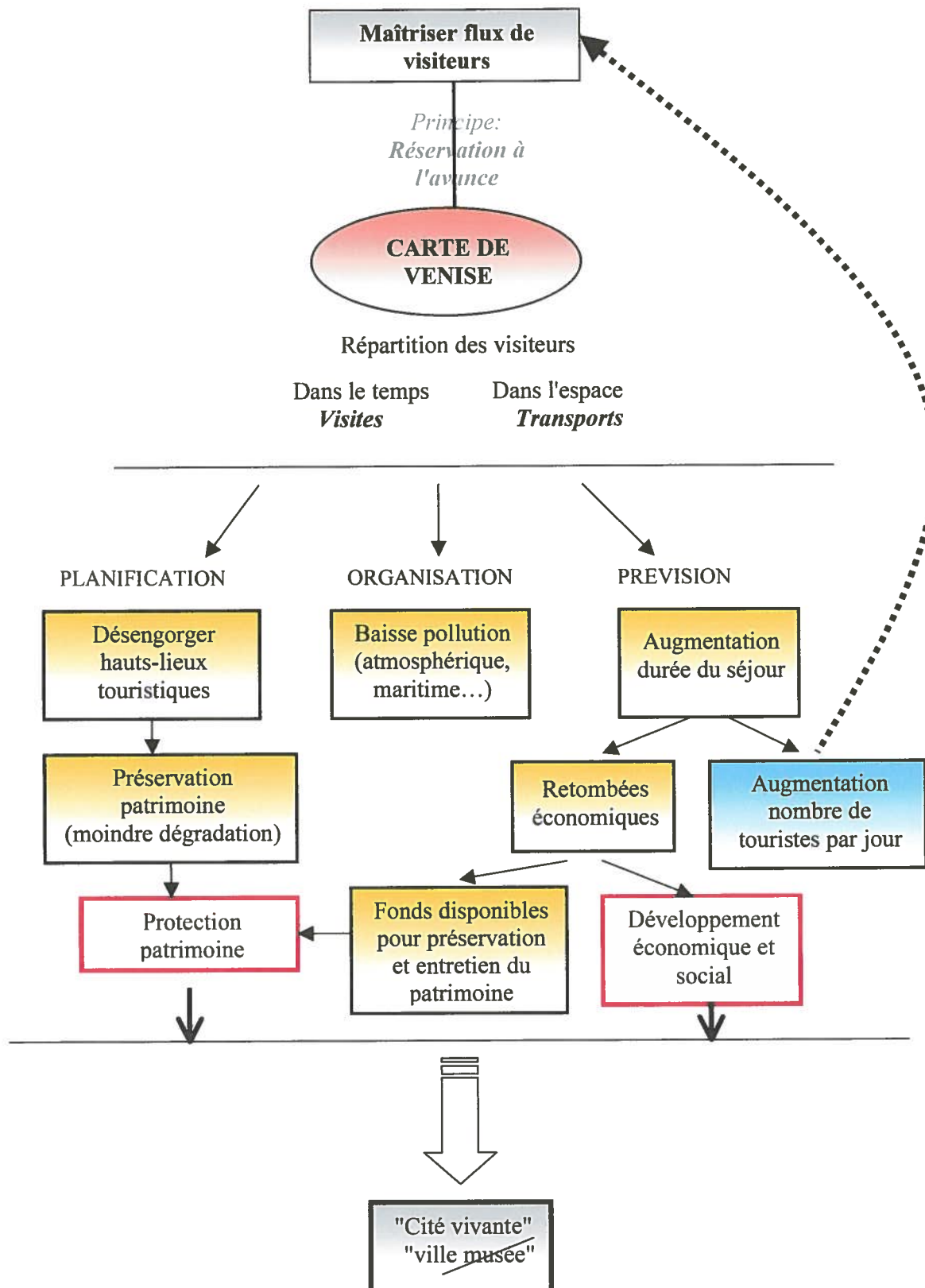
- Au niveau de la province:

La ville de Venise pourrait faire elle-même (ou se faire le relais) de la publicité pour les sites et les villes (telles que Trévise, Vérone) à visiter en Vénétie. Le principe serait de stimuler l'intérêt des visiteurs pour des itinéraires / attractions alternatifs, par des politiques promotionnelles spécifiques. Des réductions pourraient ainsi être offertes si les réservations pour ces sites se font en même temps que celle pour un séjour à Venise.

Cette proposition suppose alors un travail en collaboration des acteurs du tourisme de Venise (Office du Tourisme, hôtels...) et du reste de la Vénétie.

.



Maîtrise des flux touristiques



LUANG PRABANG: PATRIMOINE CULTUREL TRADITIONNEL ET TOURISME DURABLE

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

	LUANG PRABANG
 <p>Source: achats-industriels.com</p>	<p><i>Pays :</i> République Démocratique Populaire Lao</p> <p><i>Date fondation :</i> XIII^e siècle</p> <p><i>Nombre d'habitants :</i> 60 000</p> <p><i>Caractéristiques :</i> Située dans une région montagneuse, à la confluence du Haut Mekong et du Nam Khane, sur une péninsule dominée par le Mont Phusi. Ancienne capitale royale. Abrite de nombreux monastères bouddhiques (32). Entourée de "zones humides", constituées par des cours d'eau et plus de 180 mares.</p> <p><i>Secteur protégé :</i> Ville entière</p> <p><i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial :</i> 1995</p>

B. Petit coup d'œil historique...

Luang Prabang est l'ancienne capitale du royaume du Lane Xang. Selon une légende, le premier nom de Luang Prabang était Muang Sua (appelé ainsi au VIII^e siècle par le roi Xua) puis plus tard Xieng Dong et enfin Xieng Thong. Pendant le règne du roi Fa Gnum (1354-1372), les villes de Xieng Dong et Xieng Thong ont été réunies et rebaptisées Luang Prabang, la ville du Bouddha d'Or.

Selon la légende, l'emplacement de la ville aurait été choisi par deux ermites qui, trouvant que le Mont Phousi ressemblait à un grain de riz, décidèrent de s'y installer. Sacrée capitale en 1354, Luang Prabang a cédé ce titre à Vientiane en 1560. Sous une suzeraineté siamoise accrue (1836), la ville est par ailleurs dévastée par les "Pavillons noirs", restes de l'armée chinoise des Taiping. Sa reconstruction et son rétablissement comme capitale religieuse et royale de l'Etat de Luang Prabang

s'effectuent sous le roi Sisavang Vong (1906-1947). Elle restera capitale royale jusqu'en 1975 tandis que Vientiane restera la capitale administrative. Après l'établissement du protectorat français (1893), la morphologie traditionnelle de la ville allie des principes d'urbanisme nouveaux.

C. Critères d'inscription sur la liste du patrimoine mondial

Luang Prabang a été inscrite au nom des critères ii, iv et v: "Luang Prabang représente de manière exceptionnelle la réussite de la fusion de structures architecturales et urbaines traditionnelles avec celle des dirigeants coloniaux européens des XIXe et Xxe siècles. Son paysage urbain remarquablement bien conservé illustre une étape clé dans la combinaison des deux traditions culturelles distinctes".

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

1. Une prise de conscience depuis une dizaine d'années

Les préoccupations de sauvegarde du patrimoine de Luang Prabang remontent à une dizaine d'années. Jusqu'alors la ville a un aspect fantomatique où ne s'aventurent que de rares touristes. Dans les années 90, l'ouverture économique et une nouvelle attitude plus souple des autorités politiques (on parle alors de "nouvelle manière de penser" au Laos) permet l'émergence d'un questionnement sur la protection du patrimoine.



Source: Holstein (koreamosaic.net)

Tout d'abord centrée sur l'ancien Palais Royal et les plus beaux monuments de la ville, celle-ci intègre désormais la ville entière comme un tout architecturalement cohérent.

Depuis que la ville a été inscrite sur la liste du Patrimoine Mondial de l'U.N.E.S.C.O. en 1995, de nombreuses maisons ont été réhabilitées dans le respect du style traditionnel, et la rue principale a retrouvé vie grâce à l'ouverture d'un grand nombre de petits commerces et restaurants.

2. Mise en place d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur dans le cadre d'un Plan d'Aménagement Urbain

Un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur [P.S.M.V.] a été mis en place en 1999 afin de protéger le patrimoine de la partie historique de la ville. Il est intégré au Plan d'Aménagement Urbain de Luang Prabang [P.A.U.-L.P.], plan d'aménagement plus large, qui englobe les quartiers périphériques de la ville. Dans ce cadre, le

Maison du Patrimoine (cf. infra) a conduit seize opérations ayant un caractère exemplaire et pédagogiques (douze projets d'infrastructures portant sur la voirie, le drainage, l'assainissement et l'illumination de quatre sites remarquables ; et quatre opérations de restaurations de bâtiments. Onze de ces opérations ont bénéficié d'un financement provenant exclusivement de l'Agence Française de Développement.



Source: Peter Langer

En 2002, la Maison du Patrimoine a amorcé un nouveau projet destiné à améliorer les petits marchés de plein air: le projet "Asia Urbs". Il a pour but de promouvoir une meilleure gouvernance locale et une participation adaptée des habitants à la gestion de ce type d'espace public.

3. Une coopération décentralisée fructueuse avec la ville de Chinon (France)

Une partie des acquis vient d'un soutien international adapté (financement, appui technique...) D'ailleurs la ville de Luang Prabang entretient des relations étroites et fructueuses avec la ville de Chinon (France) dans le cadre de la coopération décentralisée. Elle a ainsi permis la mise en place d'une structure conseil, la Maison du Patrimoine, qui participe activement aux projets de développement et de protection.

En 2001, la ville de Chinon s'est vue décerner le "prix patrimoine et développement urbain" par le Haut Conseil de la Coopération Internationale. Le jury a ainsi voulu récompenser une coopération "qui vise à concilier protection du patrimoine et développement économique d'une ville touristique tout en permettant le maintien sur place des populations pauvres. Des projets d'aménagement urbain et de restauration, mais également le soutien à des initiatives des habitants pour l'amélioration et la réhabilitation de leur habitat le caractérisent".

4. Un exemple pour le Laos

Luang Prabang est ainsi devenu en une dizaine d'années un exemple et une référence pour le Laos. De nombreux responsables d'autres provinces viennent ainsi voir ce qui se fait à Luang Prabang et y trouver de l'inspiration.

Luang Prabang est aujourd'hui un des dix sites touristiques pilotes de Chine, choisis par le bureau régional de l'U.N.E.S.C.O. pour l'Asie et le Pacifique (entretien des paysages pittoresques et la qualité des services d'accueil touristiques). [cf. Annexe II]

II. UN TOURISME CULTUREL JEUNE: Volonté de conservation de la culture traditionnelle face à l'explosion du tourisme depuis une dizaine d'années

A. Diagnostic

La pression des touristes à Luang Prabang est encore modérée mais croît très rapidement. 19 000 touristes avaient visité la ville en 1996, et ils étaient déjà plus de 44 000 en 1998, soit une **augmentation moyenne de plus de 50% par an!** Les établissements hôteliers sont passés de 6 en 1993 à 45 en 1998, avec un total de 539 chambres. La saison touristique est surtout concentrée sur les deux mois de Janvier et Février, et la durée moyenne d'un séjour est de trois jours¹⁰.

Il s'agit d'un type de tourisme particulier: beaucoup de personnes voyageant seules, de jeunes avec un budget limité et de petits groupes plutôt intéressés par la culture, les monuments, les gens et la nature¹¹. Soit un tourisme culturel ou écotourisme, plutôt favorable au "tourisme durable".

"Le tourisme a créé une demande nouvelle [pour la culture traditionnelle], mais très limitée", explique M. Phommavong, responsable provincial du Ministère de l'Information et de la Culture à Luang Prabang.



Source: Peter Whittlesey

Fabrication traditionnelle de papier aux fleurs d'hibiscus.

Tissage traditionnel



Source: Peter Whittlesey

Les initiatives du service provincial de la culture ne sont pas directement orientées vers la production de spectacles pour les touristes. Il s'agit plutôt (dans l'idéal) de revitaliser l'ensemble des composantes de la culture traditionnelle. Ces racines nourrissent les fêtes de Luang Prabang qui sont réputées dans tout le Laos et attirent de nombreux touristes nationaux et internationaux. Au Centre Culturel de la

¹⁰ In *A Case Study on Luang Prabang Lao PDR*, UNESCO-Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific

¹¹ Selon une enquête de l'Autorité du Tourisme du Laos

Jeunesse, les enfants viennent après l'école et le samedi se familiariser avec la musique, le dessin traditionnel et le tissage.

Les autorités encouragent un style de vie traditionnel. Pour exemple, les bateaux à moteur ont été interdits sur le Mékong à hauteur de la ville.

"Le vrai trésor de Luang Prabang c'est la mentalité de ses habitants, leur gentillesse et leur générosité. Ce patrimoine est fragile. Résistera-t-il au développement du tourisme?" s'inquiète à juste titre M. Inthavong, un des premiers à avoir restauré une ancienne maison princière pour en faire un hôtel.

La crainte des excès du tourisme a toujours justifié chez certains dirigeants le refus d'une ouverture trop brutale au tourisme. Le visa à l'arrivée au Laos n'a été accordé qu'en 1997! Et les problèmes rencontrés désormais par leur voisin thaïlandais n'est pas pour les rassurer. Par exemple Chiang Mai la thaïlandaise ressemblait beaucoup il y a 20 ans au Luang Prabang d'aujourd'hui. C'est maintenant un centre touristique très prospère, mais dont le patrimoine historique est "noyé dans le béton" et qui a perdu une grande partie de son charme traditionnel.

Pourtant le tourisme représente pour le Laos une source estimable de revenus: selon un rapport de l'Autorité Nationale du Tourisme, ce secteur aurait déjà été la première source de revenus nationale en 1998. Et faut-il comprendre la décision des autorités laotiennes de déclarer l'année 2000 "année du tourisme", comme un tournant dans la politique de développement touristique du Laos? Reste à savoir si la force d'assimilation dont a fait preuve Luang Prabang tout au long de son histoire, et si la force de la tradition religieuse, culturelle et du sentiment de fierté nationale des laotiens seront suffisant face aux défis du tourisme.

B. Enjeux/Objectifs

ENJEU: Envisager le tourisme comme un moyen de préserver le patrimoine culturel traditionnel

OBJECTIFS:

- ❖ **Préserver le patrimoine traditionnel (culture, savoir-faires...)**
 - Faire comprendre aux autochtones l'importance de préserver la culture traditionnelle (et aboutir à une signification commune de cet héritage)
- ❖ **Utiliser les ressources culturelles pour augmenter les bénéfices liés au tourisme**
 - Engager les autochtones pour faire découvrir leur culture aux touristes (guides locaux...)
 - Développer l'artisanat traditionnel (commerces), la gastronomie (restaurants), etc.
- ❖ **Utiliser la manne touristique pour participer à la préservation du patrimoine culturel**

III. STRATEGIE

A.Mise en place d'un plan d'action (2001)

✕ Préserver le patrimoine traditionnel (culture, savoir-faires...)

- Mise en place d'un "Fonds d'incitation" par la Maison du Patrimoine (financé dans le cadre du P.A.U.-L.P.).

Des subventions en argent risquant de se dissoudre dans les divers besoins des ménages, la Maison du Patrimoine a opté pour des subventions "en nature". Celles-ci prennent la forme par exemple de tuiles traditionnelles en terre cuite ou de chaux grasse. Cette aide est accordée indépendamment de toutes conditions de ressources, et ne s'applique qu'aux bâtiments inscrits à l'inventaire de Luang Prabang.

Il est prévu que cette mesure soit bientôt accompagnée de conseils techniques donnés aux propriétaires par les architectes de la Maison du Patrimoine.

- Mise en place de "chantiers-école" pour la formation des professionnels du bâtiment aux techniques et matériaux traditionnels.



Source: ambafrance-laos.org

- Promotion pour encourager la participation de la communauté locale dans la préservation du patrimoine (programmes TV, radio, brochures, écoles...)

✕ Utiliser la manne touristique pour participer à la préservation du patrimoine culturel

- Versement d'une taxe par les visiteurs (2\$ / personne). Elle est payée sur le lieu de logement, c'est-à-dire dans les maisons d'hôtes et les hôtels.
- Ticket d'entrée pour la ville historique de Luang Prabang. Les recettes issues de la vente de ce ticket sont utilisées pour la restauration des bâtiments et l'entretien des infrastructures de la ville historique, pour la

communication, l'éducation du public aux questions du patrimoine, et les échanges d'expérience avec d'autres sites patrimoine mondial au Laos ou à l'étranger.

✗ Utiliser les ressources culturelles pour augmenter les bénéfices liés au tourisme

- Visites guidées de la ville

Celles-ci sont assurées par des guides locaux.

- Encourager l'emploi des autochtones dans l'industrie touristique: guides, artisans, restaurateurs, etc.

La grande majorité des actifs du tourisme sont d'ores et déjà des locaux.

- Mise en place d'une équipe pour la renaissance des arts du spectacle traditionnels.

- Promotion touristique par la Maison du Patrimoine, les agences de voyages, les hôtels, les restaurants, etc.

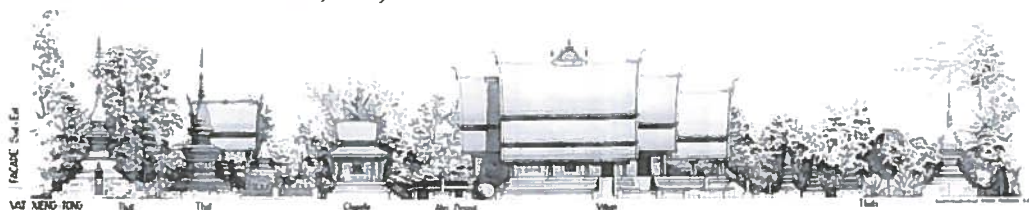
B. ILLUSTRATION à travers le Projet de Restauration des Zones Humides de Luang Prabang (2001)

Le projet de restauration des zones humides avait pour but premier de maintenir une situation sanitaire acceptable dans la ville. Une partie du programme répond donc directement à cet objectif:

- Mise en place d'outils réglementaires pour la protection des zones humides (zonage du P.S.M.V.)
- Installation de dispositifs d'assainissement

Une deuxième partie du programme concerne:

- Intégration du projet dans le développement touristique de la ville (écomusée de Boua Kang Bung, sentier de découvertes...)
- Formations des techniciens laotiens aux techniques traditionnelles et sensibilisation de la population (réunions publiques, maquettes, plans, concours de dessin, etc.).



Source: Thomas Renaud

Il s'agit donc d'un projet complet qui veut prouver que la préservation et la mise en valeur de zones humides en milieu urbain peut non seulement être un facteur de développement harmonieux, mais aussi générer de nouvelles ressources pour la population riveraine, y compris touristique, mais pas seulement.

Exemple de la création de l'écomusée de Boua Kang Bung¹²

Le travail au contact de la population a mis en évidence la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation. Une bonne compréhension des zones humides constitue en effet le meilleur garant de leur préservation. L'explication du fonctionnement et du rôle des zones humides dans la ville doit revêtir un caractère pédagogique compréhensible par tous. C'est à partir de ce constat qu'est née l'idée de créer un écomusée au cœur des zones humides. Le site retenu est celui de Boua Kang Bung ("la fleur de l'étang").



Source: ambafrance-laos.org

Conformément à la réglementation spécifique sur les zones humides, la construction du bâtiment s'inspire d'un des modèles de la typologie architecturale de Luang Prabang, tout en intégrant les éléments du programme d'exposition.

La maison est composée de quatre îlots reliés par des passerelles. Chaque îlot correspond à un thème d'exposition.

En ce qui concerne le fonctionnement budgétaire, des simulations de fréquence touristique du musée laissent envisager la possibilité d'un auto-financement complet du site grâce aux revenus tirés de la vente des entrées de l'exposition, des souvenirs, etc.

En complément des activités proposées dans l'éco-musée, il est prévu de créer un parcours ("sentier de découvertes") pour que le public puisse se familiariser avec la faune et la flore spécifiques des zones humides. L'objectif principal est "d'ouvrir" les zones humides (majoritairement privées) pour que les propriétaires puissent valoriser leur potentiel éco-touristique. Et ce, à destination des touristes, mais aussi (et surtout) à destination de la population locale.

Les aménagements prévus sont légers: travaux de consolidation des chemins, balisages et bornes d'information.

¹² Tiré de *Communication sur les zones humides. Fiche n°6a*

IV. ANALYSE

A. "Etat d'esprit"

✗ Recherche d'équilibre entre le tourisme et le patrimoine culturel traditionnel: l'un au service de l'autre, mais pas exclusivement...

...afin d'éviter ainsi le risque majeur d'un patrimoine traditionnel ""folklore" destiné uniquement à l'industrie touristique.

✗ Importance d'un consensus entre la population locale et les "experts"...

- Sur la pertinence et le besoin de préserver leur patrimoine, gardien de leur culture: condition 'sine qua non' de la réussite des projets.
- Sur la reconnaissance des talents des uns et des autres et de la nécessité de travailler ensemble.

Le principe de base étant que le technicien possède le "savoir technique", alors que la population détient le "savoir d'usage".

B. Limites

Même s'il reste un exemple particulièrement abouti, notamment au niveau de la réflexion en amont, le plan d'action pour la ville de Luang Prabang comporte quelques limites "techniques" en ce qui concerne sa mise en place effective.

✗ A propos du versement de la taxe (logement) par les visiteurs:

Problèmes: Il existe un problème d'ordre communicationnel. En effet les autochtones ne parlent pas systématiquement de langues étrangères, et éprouvent donc des difficultés à expliquer les modalités de versement de la taxe aux touristes.

De plus, certains d'entre eux échappent au système légal qui régit le fonctionnement des maisons d'hôtes, donc ne souhaitent pas déclarer les touristes logeant chez eux. C'est pourquoi ils ne peuvent leur demander de payer la taxe.

Le montant de la taxe peut également poser problème. En effet, il est parfois égal au montant du prix d'une chambre. Il est donc délicat pour le propriétaire de demander aux touristes de doubler le prix de leur location.

Enfin, le manque de confiance des propriétaires de maisons d'hôtes vis-à-vis du plan d'action en général constitue un autre frein au bon acquittement de la taxe par les touristes.

Suggestion: Que la taxe soit directement prise en charge par un comité de gestion. On peut imaginer par exemple un passage obligé du touriste à la Maison du Patrimoine pour s'acquitter de la taxe en début de séjour.

✕ A propos des visites guidées de la ville:

Problème: Il manque actuellement de personnes ayant à la fois une expérience de la culture, des traditions, de l'histoire locale et la connaissance d'une langue étrangère [notamment l'anglais et le français, puisque les touristes étrangers les plus nombreux à visiter Luang Prabang sont les Britanniques (16%), suivis des Français (12.8%)¹³].

Suggestion: Encourager la formation de guides locaux.



<i>CONTACTS</i>
<i>La Maison du Patrimoine</i> BP 993 Luang Prabang RDP LAO Tel: +856 71 252 251 Fax: +856 71 252 250 Email: guedant@laotel.com

¹³ In *A Case Study on Luang Prabang Lao PDR*, UNESCO-Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific

LIJIANG: PROTECTION DU PATRIMOINE TRADITIONNEL ET TOURISME: LE RISQUE DU TOURISME FOLKLORIQUE

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

	LIJIANG
	<i>Pays:</i> Chine
	<i>Date fondation:</i> XIII ^e siècle
Source: achats-industriels.com	<i>Nombre d'habitants:</i> 1 030 000
	<i>Caractéristiques :</i> Située dans la province de Yunnan, voisine du Tibet et du Vietnam. Repose à 2600 m d'altitude, sur un plateau entouré de trois montagnes qui suit les méandres du fleuve Yangtsi. Ville de pierre et de tuiles entrelacée de canaux, elle est d'ailleurs souvent désignée comme "la ville des ponts".
	<i>Secteur protégé:</i> Vieille ville de Lijiang
	<i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial:</i> 1997

B. Petit coup d'œil historique...

La région est habitée depuis le Paléolithique mais la ville de Lijiang ne se développe qu'au XIII^e siècle lorsque la dynastie des Mu y transfère son siège principal.

Les Mus sont à l'origine de l'agrandissement et de l'embellissement de la ville jusqu'en 1723, date à laquelle elle passe au mains des délégués impériaux et acquiert une fonction administrative (chef-lieu du comté de Lijiang) qu'elle conserve jusqu'à nos jours. De part sa situation géographique (dont elle a su tirer parti), Lijiang est un lieu important de brassages culturels: les Tibétains, les Han, les Bai et les Naxi y cohabitent en paix tout en contribuant à sa prospérité.

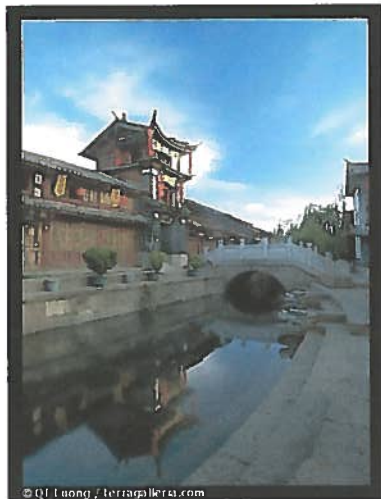
C. Critères d'inscription

La vieille ville de Lijiang été inscrite au nom des critères ii, iv et v: "C'est une ville ancienne exceptionnelle dans un paysage spectaculaire. Elle représente la fusion harmonieuse de différentes traditions culturelles qui crée un paysage urbain d'une qualité remarquable".

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

1. Une prise de conscience depuis plus de 50 ans

Déjà en 1951, le gouvernement local avait lancé une politique originale pour l'époque intitulée "Préserver la vieille ville et développer la nouvelle", premier pas décisif pour la conservation du patrimoine de la Vieille Ville de Lijiang.



Source: QT Long (terrageria.com)

Elle consistait en effet à préserver la Vieille Ville en implantant les nouveaux édifices dans une zone voisine, appelée Ville Nouvelle.

En 1983 est élaboré le Plan d'Aménagement de la ville, et en 1988, c'est un plan de protection pour la ville historique et culturelle de Lijiang qui est mis en place. Ce fut la première loi de protection du patrimoine des villes anciennes de Chine.

En 1994, la loi est élargie à l'échelle provinciale et la même année le gouvernement provincial approuve les cinq projets mis en place par la Vieille Ville de Lijiang en vue de son inscription sur le liste du patrimoine mondial de l'U.N.E.S.C.O..

2. Le tremblement de terre de 1996 comme un levier supplémentaire pour la protection du patrimoine

Loin de se laisser abattre, le gouvernement local a réussi à transformer le désastre du tremblement de terre qui a touché la ville en 1996 en une opportunité pour revitaliser la Vieille Ville. En 1995, la ville se dote d'un plan "anti-feu" pour protéger la Vieille Ville.

Afin de préserver les maisons traditionnelles de la Vieille Ville, le gouvernement provincial a accordé en 1997 à 140 propriétaires une somme leur permettant d'entretenir et de réhabiliter leur demeure.

En 2001 est élaboré un Plan d'Action pour la Vieille Ville de Lijiang lors de l'atelier de Bhaktapur. Celui-ci est le fruit d'une concertation entre les gouvernements locaux et provinciaux., le bureau du Tourisme, et le bureau régional de l'U.N.E.S.C.O. pour l'Asie et le Pacifique.

Lijiang est aujourd'hui un des dix sites touristiques pilotes de Chine, choisis par le bureau régional de l'U.N.E.S.C.O. pour l'Asie et le Pacifique (entretien des paysages pittoresques et la qualité des services d'accueil touristiques). [cf. Annexe II]

II. UN TOURISME CULTUREL IMPORTANT QUI MENACE L'IDENTITE NAXI

A. Diagnostic

1. Une fréquentation touristique qui explose depuis le début des années 90

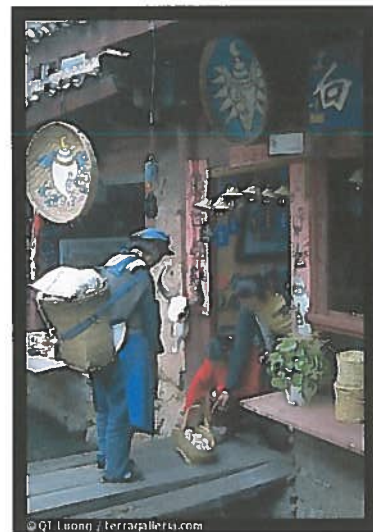
Un basculement s'opère dans les années 90. Quasiment inexistant jusque là, le tourisme national et international a supplanté à partir de cette date la coupe forestière comme industrie de premier plan. Le nombre de touristes est ainsi passé de 100 000 en 1991 à plus de 3 millions ces dernières années. En 2001 et 2002, la ville a accueilli respectivement 3,32 et **3,37 millions de touristes!** Le taux de croissance annuel des revenus du secteur a été respectivement de 7,8% et de 11,9% pour ces deux mêmes années. Le nombre d'hôtels est passé de deux à la fin des années 80 à une vingtaine de grands établissements aujourd'hui. Depuis 1996, le nombre de lits disponibles croît à la vitesse de 400 par mois!

Plus de 90% des touristes visitant Lijiang sont des Chinois, issus de la classe aisée.

Beaucoup reconnaissent que le facteur qui a sans doute contribué le plus à l'essor du tourisme à Lijiang est son inscription sur la liste du Patrimoine Mondial en 1997. Après trois années d'une croissance touristique extraordinaire, même le conseiller culturel de l'U.N.E.S.C.O. pour la région Asie-Pacifique était forcé d'admettre que "le développement touristique de Lijiang était totalement hors de contrôle"¹⁴.

2. La Vieille Ville a perdu son authenticité et n'est plus qu'un "symbole touristique"

En 1991, Erik Mueggler¹ décrivait la ville de Lijiang comme le lieu d'une confrontation quotidienne et symbolique entre l'ordre de l'Etat, incarné par la ville moderne, et la tradition de la minorité locale, conservée dans les lacis de la Vieille Ville.



Source: QT Long (terrageria.com)

¹⁴ In *IHT*, 1999

L'un des rares passages qui reliait les deux moitiés de la ville était une rue étroite. La vieille ville était ainsi le lieu où les échanges, les conservations, l'architecture et l'agencement des rues étaient organisés, au moins en partie, par une logique indépendante de la redistribution étatique.

Mais aujourd'hui la configuration spatiale, la physionomie de Lijiang a changé: les deux moitiés de la ville ne s'opposent plus aussi radicalement. Et la "lutte" a pris fin parce que la vieille ville n'est plus qu'un symbole. Elle a perdu son authenticité. Elle est devenue le symbole de la vieille ville chinoise, une "attraction" pour touristes plus que le berceau de l'identité naxie.

La différence a été valorisée mais aussi et par là-même apprise et reconstruite. La différence a été assimilée par une "symbolisation touristique". Le tourisme a en quelque sorte domestiqué la vieille ville: les rues se sont élargies, les accès se sont multipliés, les marchés sont entièrement destinés aux touristes et les maisons ont été reconstruites pour être aménagées en hôtel ou en galerie d'art.



Source: QT Long (terrageria.com)

On constate un changement dans les images de la "naxi-tude" produit par la consommation touristique. Et ces images finissent par avoir une influence sur le remodelage des identités locales.

Femmes naxi en costumes traditionnels

Une loi a ainsi rendu obligatoire la présence d'un pot de fleurs devant chaque boutique de la vieille ville, aux frais du propriétaire. Devenue une "attraction touristique", ce qui relevait autrefois du domaine semi-privé dans la vieille ville est tombé dans le domaine public. A l'inverse, des espaces publics sont devenus privés: il en est ainsi de lieux tels que le parc du Dragon Noir ou le Square de la vieille ville, devenus des places dédiées au tourisme, désormais innaccessibles (ou très difficilement) aux habitants.

La vieille ville est ainsi en passe de devenir une seule zone commerciale, les Lijiangais qui y habitent encore revendant ou transformant leur logement en boutique touristique. On assiste ainsi à une dépopulation progressive de la vieille ville (au profit de la ville nouvelle). 50% des anciennes maisons traditionnelles naxies ont été transformées en boutiques commerciales, pour la plupart touristiques (et si 5 boutiques ont ouvert en 1995, pas moins de 73 l'ont été en 1999!), 40% des propriétaires ne sont que des résidents temporaires et 90% d'entre eux sont arrivés dans la ville après 1995.

Et l'art traditionnel Dongba (qui est originellement un art religieux) est désormais utilisé dans le seul but de créer des produits touristiques. **L'artisanat traditionnel est devenu un pur produit touristique**, vidé de tout sens. Et le musée provincial ou encore l'institut de recherche sur l'art Dongba sont complètement coupés de la réalité des produits touristiques: il n'y a donc aucun contrôle sur la qualité (dans le sens d'un respect des traditions anciennes) des produits vendus.

Le succès touristique de Lijiang doit beaucoup à sa promotion comme modèle de "Shrangli-La" (cf. roman de James Hilton, Lost horizon). C'est un exemple d'invention de la tradition, que les Naxis se sont eux-mêmes appropriés à des fins touristiques.

La promotion touristique de leur culture soulève donc pour les Naxis une question identitaire.

3. Les autres conséquences directes du tourisme

La population rurale de Lijiang ne profite que peu des retombées économiques du tourisme, ce qui est sans doute dû au fait que le tourisme est essentiellement dirigé d'en haut. La manne financière a donc tendance à être dirigée vers des projets à grande échelle de logements de luxe, ou d'infrastructures coûteuses.

L'arrivée du tourisme de masse a également réveillé des tensions et des conflits anciens, notamment ethniques. Depuis plusieurs années des Hans viennent s'installer et ouvrir boutique en grand nombre à Lijiang. Plus de la moitié des entreprises appartiennent ainsi à des non-Lijiangais. Les Hans représentent ainsi plus de 80% des résidents temporaires de Lijiang, alors que plus de 90% des résidents permanents sont des Naxis. Les Hans ne cherchent donc pas à s'installer dans la vieille ville, mais juste à y commercer. Les habitants parlent même avec passion de la "perte" de leur ville.

B. Enjeux/Objectifs

ENJEU: Préserver le patrimoine traditionnel naxi face au tourisme "folklorique"

OBJECTIFS:

- ❖ **Encourager la réappropriation de leur culture par les Naxis**
 - Enseigner la valeur et l'histoire de leur culture aux Naxis eux-mêmes
 - Faire que les produits touristiques soient réalisés selon les véritables coutumes naxies
 - Encourager la propriété naxie des boutiques touristiques
- ❖ **Refaire de la Vieille Ville une cité vivante, et non une simple attraction touristique**
 - Retenir -et attirer- la population naxie dans la Vieille Ville (fonction résidentielle)

III. STRATEGIE

A. Mise en place d'un plan d'action (2000)

✗ Prélèvement d'une taxe par visiteur: "taxe locale pour la préservation"

Elle est assimilable à une "taxe de séjour", payable pour chaque jour passé à Lijiang (environ 2.5\$¹⁵/jour).

Elle est collectée par le bureau financier du comté de Lijiang, et sa collecte est supervisée par le gouvernement du comté. Mais le bureau financier autorise les hôtels et les agences de voyage à la collecter eux-mêmes.

La recette est utilisée pour la préservation et la gestion de la vieille ville.

Mais des problèmes sont rapidement apparus: Des plaintes de la part des hôtels et des agences de voyages se sont fait entendre. Ces derniers craignent que cette dépense supplémentaire dissuade les touristes de rester à Lijiang et ait à long terme un impact négatif sur la fréquentation touristique. Le bureau a également enregistré des plaintes venant de touristes qui, outre le fait qu'ils estiment la taxe trop élevée, jugent que ce n'est pas à eux de payer pour préserver la Vieille Ville de Lijiang, mais que cette tâche revient plutôt aux entrepreneurs et promoteurs de la Vieille Ville.

En réponse à ces réclamations, la préfecture de Lijiang a modifié les modalités de collecte de la taxe. Elle est désormais **payable par personne** (toujours 2.5\$), indépendamment du nombre de jours passés dans la ville.

✗ Création du Comité de Gestion et de Préservation de la Vieille Ville de Lijiang

Le Comité est formé de 14 officiels gouvernementaux, 11 experts et 7 habitants: il se veut donc représentatif de tous les différents acteurs impliqués à leur échelle dans la préservation du patrimoine de la Vieille Ville.

Le but est de faire de ce comité encore "informel", une structure stable et durable.

✗ Faire revivre le marché de la Vieille Ville

Il s'agit d'un marché alimentaire, destiné principalement aux Lijiangais qui pourront y trouver des biens de première nécessité. Ceci afin de rétablir un équilibre entre la vente de produits touristiques et de produits basiques indispensables à la population locale, qui faisaient défaut jusque là.

✗ Faire revivre la culture traditionnelle

- Promouvoir le costume traditionnel naxi

Il est désormais possible de s'en procurer sur le marché, les personnes travaillant dans l'accueil sont priées de le porter et toutes les autres sont vivement encouragées par le gouvernement du comté de Lijiang.

- Préserver le langage Naxi

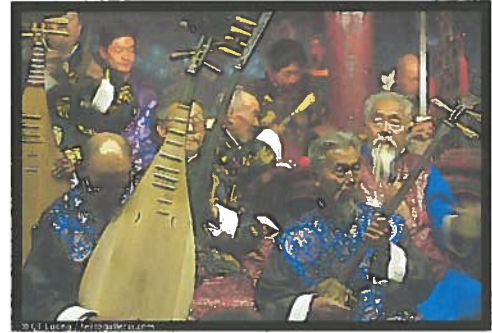
¹⁵ Soit 20 RMB (1\$=8 RMB)

Une classe bilingue Naxi/Chinois est en expérimentation à l'école primaire de Xingren.

- Encourager la danse du soir sur la place du marché

- Transmettre la musique traditionnelle naxie aux jeunes générations

Des stages sont organisés par les vétérans à destination des plus jeunes.



Source: QT Long (terragalleria.com)

- Faire revivre la coutume des lanternes sur l'eau
- Promouvoir auprès de la population locale l'importance du rôle du citoyen dans la préservation de la Vieille Ville

B. Ouverture du premier parc du Patrimoine Mondial chinois (2004)

Ce parc, le premier du genre en Chine, a ouvert à Lijiang en mai 2004. S'étendant sur 33ha, il héberge de nombreux sites culturels en miniature, offrant au public des exemples d'écriture Dongba (la seule écriture pictographique vivante), de danse et de musique folkloriques Dongba ("l'homme érudit" chez les Naxis).

"Le parc est un fenêtre ouverte au monde pour faire connaître la quintessence culturelle de notre ville", a affirmé le responsable de la Vieille Ville de Lijiang, qui a assuré que son ouverture permettrait de dynamiser le tourisme local.

IV. ANALYSE

A. Pertinence des mesures par rapport aux objectifs de départ

✗ Encourager la réappropriation de leur culture par les Naxis

Les stages de formation à la musique traditionnelle naxie pour les jeunes, la mise en place d'une école-pilote bilingue Naxi/Chinois, la redécouverte de coutumes comme les lanternes sur l'eau, ainsi que la communication du gouvernement auprès de la population sur l'importance de la sauvegarde de leur culture sont autant de points positifs qui concourent à la réappropriation de leur culture par les Naxis.

B. Limites

Malgré tout, il semble que le cœur du problème, à savoir un détournement de la tradition naxie à des profits touristiques, ce, en la vidant de son sens et en vidant la Vieille Ville de ses habitants ne semble pas vraiment pris en compte.

✗ Aucune action particulière pour recréer un lien entre culture naxie et fabrication de produits touristiques

Par exemple, aucune stratégie particulière n'est mise en œuvre pour encourager une relation entre les institutions classiques de préservation de la culture naxie (musée, institut de recherche...) et le commerce des produits touristiques.

Pourtant les faire travailler ensemble serait peut-être un moyen de concilier sauvegarde de la culture traditionnelle et tourisme, et ce à deux niveaux:

- tant d'un point de vue financier: il s'agirait alors de s'assurer que la recette des produits artisanaux traditionnels est utilisée pour la sauvegarde la culture traditionnelle,
- que d'un point de vue, surtout, éducatif: en perpétuant par là les secrets de fabrication, les techniques ancestrales qui font partie du patrimoine intangible des Naxis, ceux-ci pourraient alors avoir l'occasion deredécouvrir leur propre culture.

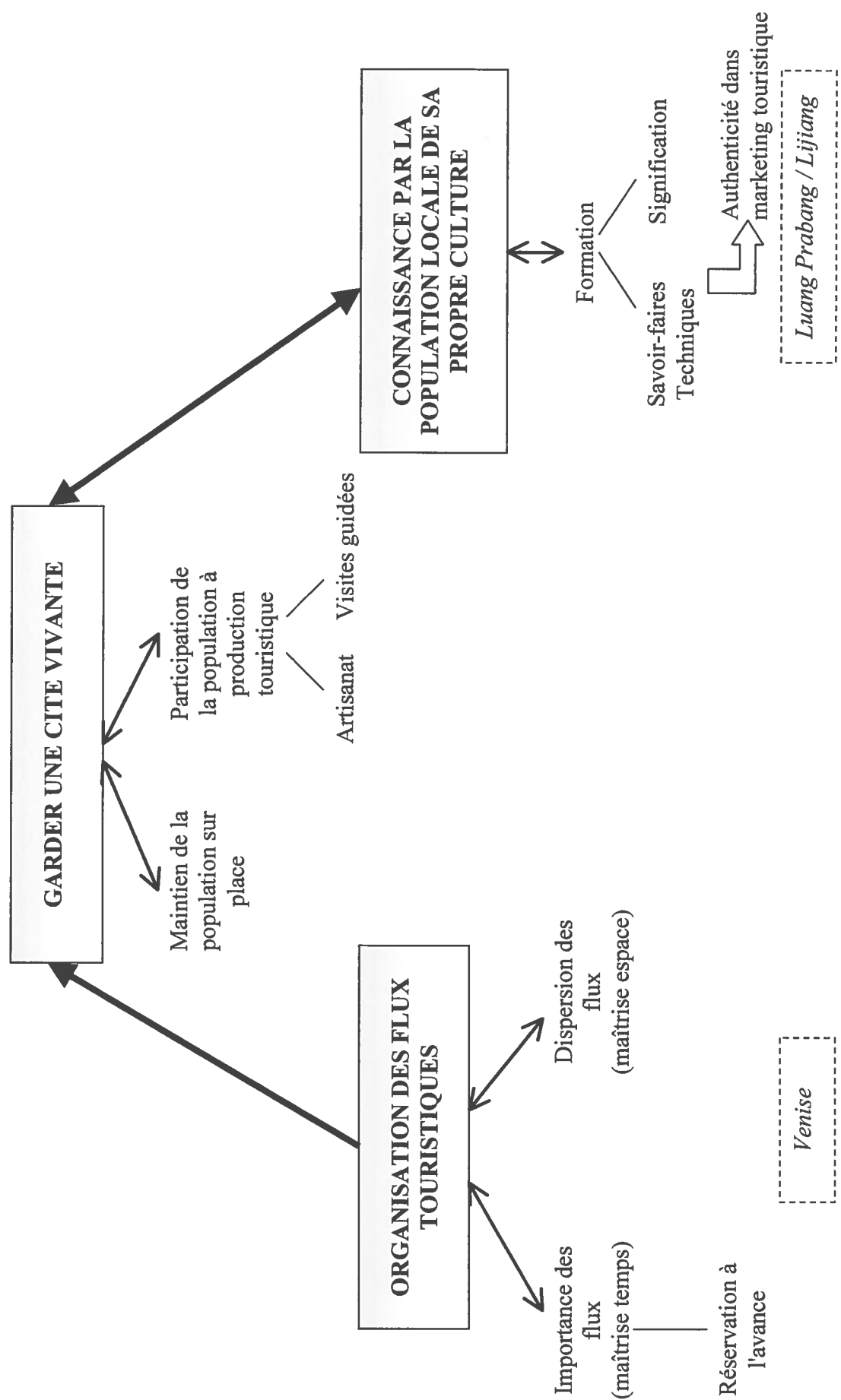
✗ Aucune action particulière pour maintenir et attirer la population locale dans la Vieille Ville

FICHE SYNTHÈSE

Patrimoine et tourisme culturel

<p style="text-align: center;">Développer le tourisme culturel tout en maintenant un patrimoine traditionnel vivant</p>	<p>☞ Importance de la conscience par la population locale de sa propre culture:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau de la connaissance: savoir-faires, techniques d'artisanat, arts du spectacle, etc. - Au niveau de la signification: sens de la culture, signification, histoire, légendes, etc. <p>Selon le principe: "On ne défend bien que ce que l'on connaît bien".</p> <p>☞ Importance que ce soit elle même qui en fasse la promotion touristique (visites guidées, vente d'objets d'artisanat, spectacles de danse ou de musique, etc.)</p> <p>☞ Participation financière du touriste (autre frais d'hébergement, achats objets, etc.):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taxe de séjour - Billet d'entrée dans ville historique <p>☞ Respect du touriste</p>
<p style="text-align: center;">Gérer les flux touristiques (Temps)</p>	<p>Différents outils de gestion possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réglementaires (zonage, limite à l'accès libre, limite à des activités spécifiques) - Economiques (fixation des prix -discriminatoire en fonction revenus-, taxes) - <u>Organisationnels</u> <p>Pour un "contrôle en douceur" basé sur:</p> <p>☞ Système de réservation à l'avance</p> <p>☞ Gestion de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> - Infos sur heures de pointe, trafics, etc. - Contrôle du marché (coordination entre gestion et commercialisation touristique: promotions pdt périodes ayant une capacité de charge disponible). <p><u>Condition préalable:</u> Nécessité de connaître la capacité de charge touristique d'un site, d'une ville, pour pouvoir adapter la maîtrise des flux en fonction.</p>

"Bonnes pratiques"
Protection du patrimoine et tourisme



Source: réalisation personnelle

PROTECTION DU PATRIMOINE ET SOCIÉTÉ CIVILE

**ETUDES DE CAS: Fès (Maroc)
Marrakech (Maroc)
Quebec (Canada)**

I L'INTEGRATION DE LA POPULATION LOCALE DANS LES PROJETS URBAINS

A. Un concept qui a la cote...

On assiste depuis une dizaine d'années à la multiplication des forums citoyens, des comités de citoyens, d'associations de sauvegarde ou de défense: autant de formes différentes pour un même phénomène, celui de l'engagement du citoyen pour sauvegarder ou changer l'environnement dans lequel il évolue, à plus ou moins grande échelle.

Cette tendance s'est traduite dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme par le développement de la notion de gouvernance, qui entre de plus en plus dans les projets urbains. L'idée sous-jacente est de revenir "à la base", de réintégrer l'habitant au sein du processus d'aménagement. Le domaine du patrimoine n'échappe pas à la règle. Et au-delà d'une simple information, d'une sensibilisation, l'objectif est d'associer la société civile tout au long du processus.

B. Une question cruciale dans le contexte des villes du patrimoine mondial

L'engagement croissant de la population se traduit de différentes manières. Il peut prendre la forme de conseils de citoyens, de participation personnelle à la réhabilitation (80% des investissements dans les sites urbains patrimoniaux sont des investissements de particuliers), ou peut encore se traduire à travers un intérêt croissant pour le patrimoine au sein duquel elle évolue quotidiennement.

Mais il existe dans tous les sites classés du patrimoine (et d'autant plus dans ceux du patrimoine mondial, étant donné l'enjeu) une opposition fréquente entre planificateurs, promoteurs et citoyens, qui découle d'intérêts parfois divergents. Cette divergence est exacerbée dans les villes du patrimoine mondial parce que s'il s'agit là pour les uns de mettre en valeur un espace urbain exceptionnel reconnu universellement, il en va pour les autres de leur environnement quotidien, de leur lieu de résidence. Contrairement à la majorité des sites classés par l'U.N.S.C.O., les villes du patrimoine mondial sont des lieux vivants, habités: la question de la participation de la société civile au processus d'aménagement en est donc d'autant plus complexe...et cruciale.

II. TROIS VILLES, TROIS FACETTES DIFFERENTES

A. Un mot d'ordre commun: rester une cité vivante et habitée: conserver (retrouver) sa fonction résidentielle

Le parti pris est de considérer les habitants comme partie intégrante de la ville, et par là de son classement en tant que ville du patrimoine mondial. Lorsque la ville est classée, ce sont autant les monuments, les édifices architecturaux remarquables qui sont visés, que la ville en tant qu'entité, globale, totale. Il s'agit de l'architecture quotidienne des maisons d'habitation qui dessinent les rues, les vues depuis les toits ; il s'agit de toute la culture et du patrimoine intangible d'un peuple qu'il est au défi de conserver, de diffuser. Et ce sont bel et bien les habitants qui sont au cœur de toutes ces données. Ils constituent la clef de voûte de la ville, ils en sont l'âme et les

gardiens. Il est donc plus que naturel (et temps!) de les intégrer pleinement dans le processus de protection et de mise en valeur du patrimoine.

Les citoyens sont à la fois des:

- Gardiens naturels (en tant qu'habitants permanents, ils s'inscrivent dans la durée)
- Alliés administrateurs (les villes relèvent d'elles-mêmes, contrairement aux sites et monuments historiques qui relèvent de la responsabilité de l'Etat)
- Agents de concertation (ils permettent la confrontation des points de vue)

Un point commun relie les trois villes choisies pour les études de cas: il s'agit à chaque fois d'un quartier bien distinct de la ville. Pour Fès et Marrakech, ce sont les médinas qui ont été classées, donc un tissu urbain homogène témoin de la tradition arabe ; tandis que pour Québec, il s'agit du Vieux-Québec, ceinturé (mis à part le Petit Champlain) par les remparts, et témoin d'une architecture unique sur le continent.

B. Trois problématiques distinctes

Ces trois villes répondent à des problématiques différentes, bien que toutes ayant un lien avec la participation de la société civile dans le processus de protection et de mise en valeur du patrimoine.

Le cas de Fès permet de mettre en lumière l'organisation spontanée de la population elle-même pour défendre son patrimoine,

Celui de Marrakech permet d'aborder le problème de "gentrification", notamment étrangère, à travers le biais de la réhabilitation des demeures traditionnelles,



Quant à Québec, il s'agit d'examiner la stratégie élaborée de sensibilisation de la population.

Ces trois cas, fort différents, permettent ainsi de rendre compte des multiples facettes de la problématique entre protection du patrimoine et société civile. A noter qu'il s'agit dans les trois cas de "vieilles villes du patrimoine mondial" (début des années 80), qui ont donc déjà une expérience et une approche particulière sur le sujet.

FES: LES AMICALES DE QUARTIER (WIDÂDIYYA): SOCIÉTÉ CIVILE ET SAUVEGARDE DE LA MEDINA

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

	FES
	<p><i>Pays :</i> Maroc</p>
 <p>Source: achats-industriels.com</p>	<p><i>Date fondation :</i> 808</p> <p><i>Nombre d'habitants :</i> 1 000 000</p> <p><i>Caractéristiques :</i> Située dans les causses du Moyen Atlas, sur les deux rives de l'oued Fès. Rues piétonnes étroites et tortueuses, paysage de toits plats et de minarets, grand nombre de monuments religieux et universitaires. Médina comporte deux noyaux: Fès El Bali et Fès Jdid ("cités jumelles")</p> <p><i>Secteur protégé :</i> Médina de Fès</p> <p><i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial :</i> 1981</p>

B. Petit coup d'œil historique...

Fondée par la nouvelle dynastie des Idrissides se proclamant d'Ali, la capitale royale de Fès comporte deux noyaux, de part et d'autre de la rivière.

Au XIII^e siècle, avec l'arrivée au pouvoir des Mannides s'amorce une grande période. Une ville nouvelle et un quartier juif s'ajouteront à la capitale royale en pleine croissance et en plein rayonnement. Fès atteint réellement son apogée au XIV^e siècle.

Après sa chute au XV^e siècle, elle retrouve sa fonction de capitale sous les Alaouites au XIX^e siècle. De son passé prestigieux, la médina de Fès exerce encore de nos jours sa fonction de centre culturel et intellectuel islamique majeur.

C. Critères d'inscription sur la liste du patrimoine mondial

Aucun critère particulier n'a été avancé pour justifier l'inscription de la médina de Fès. Elle est dite "l'une des grandes métropoles islamiques où les diverses formes de peuplement ont déterminé la plus grande variété de formes architecturales et de paysages urbains".

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

1. Une réelle préoccupation depuis le début des années 80

Le souci de préservation de la médina remonte à l'époque coloniale, lorsque le Maroc était un protectorat français. La volonté de conservation des villes arabes traditionnelles est en effet affirmée sous l'égide de Lyautey, particulièrement sensible au génie urbain arabo-musulman.

L'année 1975 représente le point de départ d'une application opérationnelle de la sauvegarde de la médina. Le gouvernement marocain lance alors des études en vue de l'élaboration d'un **Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme** [S.D.A.U.] pour l'agglomération. L'intérêt du Gouvernement Marocain pour la sauvegarde de la médina est donc antérieur à son inscription sur la liste des villes du patrimoine mondial par l'Unesco. Ces études se sont concrétisées par une prise de conscience nationale (lettre royale du roi Hassan II) et le lancement d'une campagne internationale par l'Unesco pour la sauvegarde de la médina de Fès la même année. Un plan visant à améliorer les conditions de vie des habitants tout en préservant leur héritage culturel (interventions économiques et sociales, construction d'équipements et mise en place d'infrastructures) a été mis en place en parallèle, répondant ainsi à l'appel de l'Unesco.

Porte d'entrée de la médina



Source: cunningham.li

Le projet urbain rompt avec la dualité médina/ville nouvelle et envisage au contraire l'agglomération comme une entité, au sein de laquelle la médina occupe une place centrale.

De 1980 à 1985, la Délégation à la Sauvegarde de la Ville de Fès [D.S.V.F.], utilisant un compte d'affectation spécial, a réalisé les études nécessaires à l'élaboration d'une stratégie globale comportant quatre niveaux d'intervention. Le quatrième niveau étant celui où la population elle-même devient le facteur principal de la réalisation des programmes de sauvegarde par leur adhésion, leur participation à l'élaboration et à l'exécution de ceux-ci.

En 1989, le gouvernement marocain crée l'Agence pour la Dédensification et le Réhabilitation de la Médina de Fès [A.D.E.R.-Fès] dans la continuité de la D.S.V.F.. Elle est chargée de réaliser les programmes de sauvegarde de Fès dans le cadre des prérogatives gouvernementales.

Depuis 1993, entre 300 et 600 personnes (ouvriers, artisans, techniciens, cadres, etc.) travaillent en permanence dans le cadre des projets de la médina. La formation de nombreuses entreprises et institutions en a été la conséquence.

2. Un acteur prépondérant: l'A.D.E.R.-Fès

Les acteurs nationaux et locaux travaillant à la sauvegarde de la médina de Fès sont nombreux. Ils peuvent être divisés en deux groupes: les acteurs institutionnels (A.D.E.R.-Fès, Agence Urbaine et de Sauvegarde de Fès [A.U.S.F.], Délégation de l'habitat, municipalité, préfecture) et acteurs associatifs (amicales, Fondation Internationale de Sauvegarde et d'Aménagement). A savoir que la fonction principale de ces acteurs concerne particulièrement la production d'études et de prospective. Il va sans dire que l'A.D.E.R.-Fès occupe une place prépondérante au sein de ce jeu d'acteurs. Elle est notamment la seule structure habilitée à agir (de façon opérationnelle) en médina.

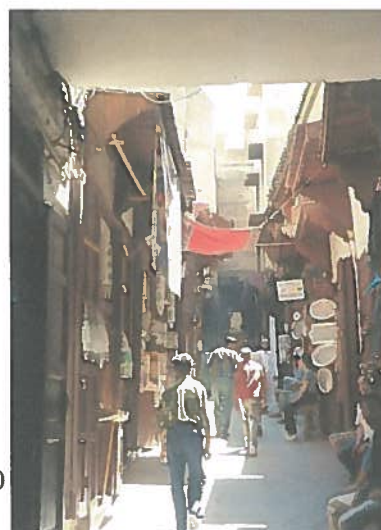
3. Projet de réhabilitation de la médina, 1996-...

Le projet actuel de réhabilitation de la médina de Fès a été lancé en Octobre 1994 par un accord entre le Gouvernement Marocain et la Banque Mondiale. Ses composantes ont été arrêtées en 1996. Il vise à enrayer le processus de dégradation générale (urbaine, sociale, environnementale) qui touche la médina. Il comprend succinctement les projets suivants:

- Réhabilitation du patrimoine bâti, tant monumental que quotidien
- Développement de l'infrastructure viaire
- Amélioration de l'environnement urbain: rejet des activités polluantes hors les murs de la médina, aménagement d'espaces publics, etc.
- Renforcement institutionnel des organismes municipaux et d'A.D.E.R.-Fès

Le but général est de sauvegarder la valeur patrimoniale de la médina et d'enrayer la dégradation du bâti, tout en améliorant le cadre de vie des habitants.

Scène de vie dans une des 9500 ruelles de la médina



Source: cunningham.li

Les investissements privés sont particulièrement encouragés.

Il s'agit d'un projet pilote financé par la Banque Mondiale, il a donc valeur "d'expérimentation", et son évaluation déterminera en grande partie les futures interventions dans le monde arabe. Une des initiatives marquantes a été d'accroître la participation de la population, en se basant sur le principe de gouvernance. Et c'est par le biais des amicales de quartiers que le dialogue peut s'instaurer.

II. LA MEDINA: UNE POPULATION QUI SE MOBILISE POUR UN ESPACE EN DANGER

A. Diagnostic

1. Un espace qui se dépeuple et se paupérise

La médina est un organisme grouillant, hyperactif, de plus de 150 000 habitants, et représentant plus de 60% des activités économiques de l'agglomération, notamment dans le domaine de l'artisanat. Les dysfonctionnements et carences du tissu médinal sont multiples: dégradation du bâti, réseaux défectueux, problèmes environnementaux, dépeuplement, etc. Fès connaît globalement une fuite de sa population, et ce sont les quartiers centre (cœur historique de la médina) et nord qui enregistrent les plus grosses pertes de population. En 1960, la médina rassemblait encore près des trois quarts de la population totale de l'agglomération. Aujourd'hui elle n'en abrite que le cinquième.

Une des causes en est le développement des activités industrielles et de l'artisanat, au détriment des zones résidentielles.

Tanneries



Source: berclo.net



Source: pilotlist.org

Outre son dépeuplement, la médina connaît une paupérisation de sa population. Ce phénomène est dû notamment à la libération d'un grand nombre de logements par leurs propriétaires fassis (qui fuient un environnement dégradé), qui conduit à une complexification du statut foncier des logements, ce qui a pour effet de faciliter l'accès à la médina à des populations plus modestes, souvent nouveaux arrivants des territoires ruraux.

2. Les habitants comme acteurs émergents de la gestion urbaine

Fès, et plus généralement le Maroc, est confronté depuis une vingtaine d'années à des bouleversements qui tendent à remettre en cause la gestion traditionnelle des territoires de la ville. Le processus d'urbanisation contemporain, par lequel la ville s'est développé hors de la médina, a généré l'apparition d'une "ville fragmentée", en raison de l'extrême diversité des territoires urbains (médina, quartiers de la ville nouvelle, bidonvilles, etc.).

Cette dérégulation de l'urbain s'est accompagné d'une remise en cause des organes traditionnels de régulation sociale par la création de nouvelles structures de gestion, notamment une subordination à l'impulsion des autorités centrales. Mais le besoin de relation entre la base et les dirigeants, accentué par des situations urbaines parfois délicates, incite à l'émergence d'un tissu associatif de quartier générant la redéfinition du mode de régulation de l'urbain et réactivant par là un processus d'intermédiation sociale. Il s'agit d'un investissement associatif qui participe à la remise en question des manières de produire et de gérer la ville.

Pourtant si, dans son histoire, Fès s'illustre par son dynamisme associatif, par l'importance de ces mouvements sociaux, et donc par une certaine culture de la revendication ; la médina fait exception puisque les premières amicales ne s'y implantent qu'au milieu des années 90.

B. Enjeux/Objectifs

ENJEU: Intégrer la population aux projets de sauvegarde de la médina

OBJECTIFS:

- ❖ **Créer une structure organisée, permettant à la population de se regrouper**
 - Favoriser l'organisation de la population elle-même (Que les habitants parlent d'une seule voix: pour plus de clarté et de poids)
 - Créer un intermédiaire entre la population et les décideurs
- ❖ **Indirectement: Sensibiliser la population**
 - Faire prendre conscience à la population de la valeur de la médina et de l'intérêt de la sauvegarder
 - Faire prendre conscience à la population de l'importance de son rôle dans ce processus

III. STRATEGIE¹⁶: La mise en place des AMICALES DE QUARTIER

L'intégration de la société civile dans les différents projets ayant trait à la sauvegarde de la médina se fait à travers l'existence d'un tissu associatif de quartier: les amicales.

C'est à partir de 1995 qu'émerge un mouvement associatif de quartier dans la médina avec la création de la première amicale ("widâdiyya"). A partir de là, le mouvement se développe et provoque un effet d'entraînement: il existe aujourd'hui pas moins de **24 amicales de quartier au sein de la médina**.

A. Qu'est ce qu'une amicale?

Elle est principalement l'émanation d'une initiative collective de base, elle sert prioritairement les habitants, et constitue les fondations d'une possible future démocratie locale.

Elle est le moteur de la culture participative, et participe par ce biais au resserrement et à la recomposition sociales. En réduisant l'écart entre le dirigeants et la base, elle permet une plus grande participation des habitants dans le processus de décision.

B. Fonctionnement

Les amicales ont un statut associatif, et à ce titre, sont régies par le dahir de 1959 sur les libertés publiques.

L'amicale est constituée d'un bureau qui regroupe en moyenne 10 personnes, même si deux ou trois seulement sont réellement actives.

Les ressources de l'amicale proviennent en grande partie des cotisations de la population, dont le montant n'est pas fixé. Celles-ci servent à financer leurs actions (achat de matières premières, élaboration de tracts de sensibilisation à l'environnement, etc.). Le système d'adhésion est basé sur une participation de l'ensemble de la population du quartier, libre à chacun ensuite d'adhérer ou non à l'action, de s'investir ou non dans l'initiative.

Le président de l'amicale est en contact quotidien avec les habitants qui lui soumettent leurs attentes, leurs problèmes, et les actions de l'amicale sont alors programmées en fonction. Il n'y a pas une tenue régulière de réunions pour rassembler la population, à l'exception parfois de la tenue d'une organisation générale annuelle.

Leur mode de fonctionnement tient plus d'une initiative collective que d'une organisation structurée.

Leur manque d'organisation et de structure est d'ailleurs une de leur principale faiblesse. Cela est sans doute dû à la jeunesse des amicales (la moitié a été créée depuis moins de six ans) et au fait que près des deux tiers des dirigeants n'ont pas de "passé associatif".

Elles souffrent en outre le plus souvent d'un manque de moyens, matériels et financiers.

C. Rôle et fonction

La raison d'être de ces structures de mobilisation collective est d'intervenir directement sur l'environnement quotidien.

¹⁶ Tiré de SIMETIERE, A. *Espaces urbains et dynamiques associatives au Maroc, l'émergence d'instances participatives de quartier. Cas de la Médina de Fès. 1998*
Informations recueillies lors d'entretiens avec 15 présidents de widâdiyya.

Une amicale n'a pas, par définition, de rôle prédéfini. On peut néanmoins distinguer deux grands types d'amicale:

- Dans les quartiers centraux et populaires: elles tendent à se substituer aux intervenants institutionnels, et à pallier au manque en matière d'assainissement, d'espaces publics, etc.
- Dans les quartiers plus aisés (Ziat, Batha): leurs actions sont beaucoup plus ciblées. Elles veillent par exemple à la gestion urbaine locale et pourvoient à la préservation d'un environnement urbain agréable.

On peut toutefois noter deux préoccupations récurrentes des amicales: sécurité et propreté. D'où la mise en place fréquente de gardiens, et des actions engagées dans le domaine de l'environnement (journée de sensibilisation, collecte des déchets, etc.).

Les autres champs d'intervention sont variés et fonction des besoins et attentes exprimés par la population:

- Réhabilitation de façades extérieures
- Entretien d'équipements collectifs (assainissement, éclairage public, etc.)
- Restauration de monuments (mausolées, mosquées)
- Assistance sociale (aide financière et scolaire)

D. Relations avec les acteurs institutionnels

Dans la majorité des cas, les relations sont unilatérales: elles ne fonctionnent que dans le sens pouvoirs publics/amicales.

Le pouvoir local sollicite ainsi les responsables pour diffuser des informations: les amicales constituant des relais privilégiés entre les dirigeants et les populations.

Les relations dans l'autre sens sont plus problématiques. L'action des amicales se trouve donc quelque peu marginalisée, ces dernières étant parfois plus ou moins instrumentalisées par les pouvoirs locaux.

Mais des passerelles s'établissent grâce notamment à l'A.D.E.R.-Fès et la mise en place de la cellule sociale. Un exemple de travail partagé existe déjà avec la G.M.F., un service privé de collecte de déchets dans la médina et les journées "environnement".

Par contre, avec les autres acteurs de la sauvegarde, les relations sont faibles, voire inexistantes.

E. Mise en place d'une cellule sociale pour favoriser les relations décideurs/amicales de quartier

L'A.D.E.R.-Fès a réalisé une évaluation du projet de réhabilitation de la médina en 1998: les principales conclusions font part de la volonté d'une plus grande implication de la population. **Une cellule sociale** a donc été mise en place à Bab Makina.

Sa mission principale est d'accompagner les actions menées par la société civile en matière de développement social, mais aussi d'aider la population à l'identification et au montage des projets. Cette cellule est composée d'experts et de spécialistes, notamment ceux relevant directement de l'A.D.E.R.-Fès. Elle constitue le **point de convergence des amicales de quartier, des élus, des Organisations Non Gouvernementales [O.N.G.], de l'A.D.E.R.-Fès et de l'administration.**

C'est en effet au travers des amicales de quartier que les citoyens sont informés de l'aide pouvant leur être octroyée pour financer des projets à caractère communautaire. Deux sortes de financements sont accordées:

- Aide financière frontale (30% du montant des travaux de restauration de la maison)
- Fournissage de matériaux nécessaires (étanchéité des terrasses, canalisation des eaux de pluie, etc.)

F. Autres initiatives parallèles pour encourager la participation de la société civile aux projets de sauvegarde de la médina

✗ Innovation de l'A.D.E.R.-Fès: mise en place d'un "Crédit à la Réhabilitation" du bâti historique

Il est composé des trois rubriques suivantes:

- Crédit à la réhabilitation: il est réservé à toute personne ou organe désirant réhabiliter un immeuble traditionnel ancien situé dans la médina de Fès.
- Fonds d'aide à la restauration: il permet à toute personne possédant un immeuble de grande valeur architecturale et artistique de pouvoir le restaurer.
- Fonds d'action d'urgence: il permet d'activer les actions dans le bâti menaçant ruine.

Ce projet de "Crédit à la Réhabilitation" permet ainsi d'assurer au bâti historique son propre cadre financier.

Remarque: La mise en place d'un tel projet nécessite d'avoir effectué une étude sur les capacités d'emprunt de la population.

✗ Mécénat privé: stratégie innovatrice de valorisation du patrimoine bâti

Il s'agit d'une stratégie d'avant-garde dans la gestion urbaine pour la conservation et le développement de la ville historique.

Elle consiste à faire peser la poids de la réhabilitation du bâti historique sur les épaules d'un mécène.

Un exemple parfaitement réussi au sein de la médina de Fès est la restauration et la réaffectation du fondouk Mejjanine devenu le "Musée des Arts et des Métiers du Bois".

CONTACTS

A.D.E.R.- Fès

4, avenue Zaïd IBN Harita
Fès, MAROC

Tel: 212 55 65 34 69 / 212 55 65 34 78
Fax: 212 55 65 04 63

Email: ader@casanet.net.ma

IV. ANALYSE

A. Limites

✗ Manque d'organisation interne aux amicales

Rares sont les présidents d'amicales qui ont une réelle expérience dans le domaine associatif, ce qui handicape leur fonctionnement.

On pourrait ainsi imaginer des journées de formation pour les responsables (organisées par les acteurs institutionnels travaillant à la sauvegarde du patrimoine: A.D.E.R.-Fès ou les services de la ville). Les amicales gagneraient ainsi en efficacité.

On pourrait imaginer également la mise en place d'une coordination entre les différentes amicales, ceci afin d'échanger leurs expériences, mais aussi de s'entendre sur des points essentiels afin de ne pouvoir parler que d'une seule voix face aux décideurs, et de gagner donc en crédibilité.

✗ Risque de marginalisation des amicales

Les amicales permettent l'impulsion indispensable d'une dynamique d'action,

mais elles fonctionnent le plus souvent en gestion autonome. Elles se situent bien souvent en parallèle de l'action publique institutionnelle. Il existe donc un risque de marginalisation.

Mais des organismes institutionnels tels que l'A.D.E.R.-Fès, ont démontré leur volonté de rapprochement et de collaboration avec ces structures associatives émergentes.


Et la création de la **cellule sociale** vient confirmer la nécessité d'une autre structure intermédiaire entre les 24 amicales de quartiers et les décideurs. Celle-ci permet ainsi de créer un espace de dialogue, qui ne pouvait exister auparavant. Elle permet en outre d'unifier les discours émanants des 24 amicales différentes.

Le but est donc de parvenir à faire des amicales des acteurs à part entière du projet de préservation de la médina. Les deux principales conditions en sont: une meilleure organisation des amicales elles-mêmes, et une reconnaissance de leur valeur par les décideurs et les "experts".

MARRAKECH: SOCIÉTÉ CIVILE ET SAUVEGARDE DE LA MEDINA: LA CHARTE MARRAKECH-MEDINA

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

MARRAKECH	
 <p>Source: achats-industriels.com</p>	<p><i>Pays:</i> Maroc</p> <p><i>Date fondation:</i> 1071</p> <p><i>Nombre d'habitants:</i> 550 000</p> <p><i>Caractéristiques :</i> Entre l'Atlantique et la Méditerranée, au pied du Haut Atlas. Ancienne capitale impériale. Plan médiéval irrégulier au sein d'une enceinte de 10 km. Paysage de pisé rougeâtre (El amara: "la rouge").</p> <p><i>Secteur protégé:</i> Médina de Marrakech</p> <p><i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial:</i> 1985</p>

B. Petit coup d'œil historique...

La médina de Marrakech a été fondée par une tribu almoravide (sunnite), déjà maître des routes caravanières du Sahara occidental. Ses représentants ont construit une kasba, encerclé la ville d'une enceinte et aménagé une palmeraie.

En 1147, la ville est prise aux Almoravides par les Almohades (shi'ites), de tradition berbère. Après l'avoir détruite pour des questions religieuses, ils font de la médina de Marrakech leur capitale prestigieuse, et procèdent à un agrandissement et un embellissement de la ville. C'est la période d'apogée de Marrakech.

L'avènement des Mérinides, qui prirent la ville en 1269, eût des conséquences désastreuses sur Marrakech, qui se voyait abandonnée au profit de Fès, sa grande rivale de toujours.

Cette période de décadence s'achève en 1551 lorsque les Saadiens installent de nouveau leur capitale à Marrakech. La ville renoue alors avec ses fastes d'antan, avant d'être conquise par les Alaouites, qui ajouteront à l'harmonie du tissu urbain.

L'instauration du protectorat français en 1912 consacre Rabat comme capitale administrative.

Au sein de la médina, des monuments remarquables sont autant de témoins des différentes périodes historiques que la ville a connues. A l'intérieur de l'enceinte de 10 km se développe un plan médiéval irrégulier d'où se dégagent des points de convergence: mosquées, médersas, palais, places.

C. Critères d'inscription sur la liste du patrimoine mondial

Marrakech a été inscrite au nom des critères i, ii, iv et v:

"Marrakech abrite un nombre impressionnant de chefs-d'œuvre de l'architecture et de l'art". "La capitale des Almoravides et des Almohades a joué un rôle décisif dans le développement de l'urbanisme médiéval". "Marrakech [...] est l'exemple achevé d'une grande capitale islamique du monde occidental". "L'habitat ancien de la grande médina de 700 hectares, devenue vulnérable, constitue un exemple éminent de ville historique vivante".

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

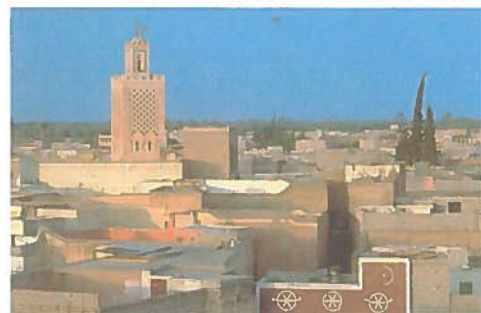
1. Des mesures peu nombreuses et "dépassées"

La médina est l'objet de plusieurs études, projets et actions visant à la préservation du cadre bâti et l'amélioration de son fonctionnement.

Elle a en effet fait l'objet d'un Plan d'Aménagement [P.A.] en 1975, qui a été modifié en 1977. Mais dans l'attente de l'adoption d'un nouveau P.A. par la municipalité, en cours d'élaboration, c'est ce document qui sert toujours de référence pour la gestion de la ville.

Les documents d'urbanisme de la médina de Marrakech sont donc plutôt peu nombreux et anciens, et la situation a pourtant considérablement évoluée depuis trente ans.

En outre ces documents ne concernent que l'aménagement de la seule médina, il n'existe à ce jour aucun projet d'aménagement urbain qui prenne en considération la ville dans sa globalité, et réfléchisse à l'intégration de la médina à l'ensemble urbain.



Source: whc.unesco.org

2. Un nouveau "pacte urbain" (2003)

Dans le cadre des Ateliers de consultation de la ville (Janvier 2003), la plupart des acteurs de la ville ont débattu, à travers la problématique de l'Agenda 21, de l'adoption d'un pacte urbain.

Au sein de celui-ci est envisagé un projet de plan de gestion de la médina. Les acteurs affirment ainsi la volonté de gérer la médina en cohérence avec la démarche Agenda 21 local, c'est-à-dire comme instrument durable de la ville de Marrakech.

L'objectif principal est de coordonner les différents projets et actions, en collaboration avec l'inspection des Monuments Historiques. Les principaux monuments historiques sont l'objet de restauration, soit directement par le ministère de la Culture, soit par des mécènes privés. Parallèlement, on assiste au développement d'un mouvement de réhabilitation de riyaads¹⁷ par des particuliers, essentiellement des étrangers, pour les reconverter en maisons d'hôtes.

Le Ministère du Tourisme marocain a ainsi entrepris un plan d'action (1999-2003) visant à transformer des demeures traditionnelles en hébergements hôteliers, en s'inspirant de l'exemple des *paradores* espagnols et des *posadas* portugaises.

II. LA MEDINA: EMERGENCE D'UN TOURISME DE LUXE FACE A UNE POPULATION PLUTOT PASSIVE

A. Diagnostic

1. La médina: un espace central qui se dégrade



Source: Jordi Esteva (whc.unesco.org)

La médina, de par son poids démographique et économique, occupe une position centrale dans le fonctionnement de l'agglomération, comme centre d'animation et point de convergences des trafics et des déplacements.

Elle est également le haut-lieu touristique de la ville, alors même que Marrakech constitue la première destination touristique au Maroc. Avec une capacité de plus de 21 000 lits, elle accueille un million de touristes par an. Le tourisme culturel représente ainsi la deuxième source de revenus de l'industrie du tourisme du pays.

Mais la médina est confrontée à des difficultés multiples qui touchent au cadre bâti, aux activités et à son mode de fonctionnement.

¹⁷ L'appellation "riyaad" désigne toute maison dont le patio central abrite un jardin (Gallotti). C'est l'un des deux modèles (avec la *dar*: maison dont le patio central reçoit un traitement minéral) de l'habitat traditionnel de Marrakech.

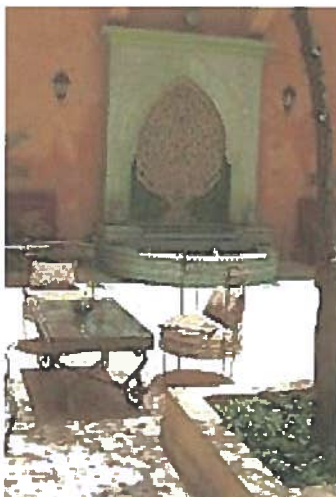
Elle est l'objet d'une dégradation du bâti, de la prolifération du commerce et des activités, dont certaines génèrent des nuisances incompatibles avec sa fonction résidentielle ou touristique (ateliers mécaniques, de ferronnerie, tanneries, etc.). Elle est également confrontée à des dysfonctionnements en matière d'assainissement, de collecte des déchets, et de circulation.

Une médina, qui, ces dernières années, résonne des bruits de chantier: celui de la restauration des riyaads.

2. "Razzia sur les riyaads!"

Ce titre, récemment à la une d'un hebdomadaire marocain, montre bien l'ampleur du phénomène.

La mode est en effet au rachat par des étrangers d'un riyaad traditionnel pour le restaurer et le transformer en maison d'hôte. Et on assiste depuis quelques années à une véritable frénésie immobilière.



Source: riadomaroc.com

Officieusement, la "ville rouge" ne comporte pas moins de 500 riyaads restaurés. Officiellement, on ne dénombre qu'à peine plus de 120 maisons d'hôtes...



Source: riadomaroc.com

Certaines de ces habitations sont gérées directement par leurs propriétaires, d'autres sont gérées par des agences de location et de gestion des riyaads tels que "Riyaads au Maroc" ou "Marrakech-Médina".

Ce qui n'est pas sans poser de problèmes (on parle même de "guerre des riyaads").

Car même si cet engouement des étrangers pour les riyaads –et par la même pour la médina- réconcilie les marocains eux-mêmes avec cet espace autrefois méprisé, (espace de la terre à une époque où le béton de la ville nouvelle était le symbole de la modernité), et s'il est un moyen de préserver ce patrimoine traditionnel menacé par les ruines, il se trouve que la restauration s'apparente le plus souvent à une rénovation, au mépris de la culture traditionnelle locale.

Ces riyaads réhabilités appartiennent en outre à 90 % à des étrangers. Ce qui pourrait s'apparenter pour certains à une nouvelle forme de colonisation par les Européens...

B. Enjeux/Objectifs

ENJEU: Maintenir (voire renforcer) la fonction résidentielle dans la médina tout en préservant le patrimoine

OBJECTIFS:

- ❖ **Assurer le respect des traditions**
 - Techniques de construction
 - Matériaux utilisés
 - Normes architecturales
- ❖ **Assurer le respect de "l'esprit des lieux"**
- ❖ **Permettre la redécouverte de son propre patrimoine par la population**
 - Perpétuation de la culture

III. STRATEGIE: la Charte "Marrakech-Médina"

La réutilisation à des fins touristiques des riyaads constitue aujourd'hui une véritable chance, d'une part de sauvegarder ce patrimoine architectural traditionnel, et d'autre part de promouvoir un tourisme culturel. Mais celle-ci doit être faite de concert avec la population locale. Non seulement pour qu'elle fasse part de ses connaissances des techniques artisanales, mais aussi et surtout pour qu'elle veille au respect des coutumes attachées à cet habitat traditionnel, pour que celles-ci restent vivantes.

A. Une initiative privée

C'est dans cet esprit qu'une agence privée de location et de gestion des riyaads "Marrakech-Médina" a mis en place en 1998 une Charte, garante de l'implication de la population, et ce, à plusieurs niveaux.

Cette Charte est destinée en premier lieu aux acheteurs de riyaads, pour les informer des techniques utilisées pour les travaux de réhabilitation, des matériaux employés, et leur suggérer un code comportemental à tenir vis-à-vis de la population locale.

Q. Wilboux est le fondateur de la société Marrakech-Médina, et a rédigé lui-même la Charte dont nous exposons ici les principes.

B. Principes

Cette Charte évoque certains des thèmes fondateurs de la Charte de Venise concernant la conservation, la restauration et l'entretien des monuments, ainsi que de la Charte du Tourisme Culturel. Elle est centrée sur trois points:

- L'architecture du bâtiment
- Les matériaux et techniques traditionnels à utiliser
- Le code comportemental l'usage des touristes en vue d'un respect de la culture locale.

Reprenons ces points un à un.

1. Architecture

Il prône l'emploi des techniques et des matériaux traditionnels et prévoit le réemploi d'éléments existants.

Il applique ainsi certains thèmes fondateurs de la Charte du Tourisme Culturel, notamment le Principe 2 qui souligne la préférence à donner dans les projets d'infrastructure aux matériaux locaux, et la nécessité de prendre en compte les caractéristiques de l'architecture locale et les particularités des constructions vernaculaires; et le principe 5 qui traite de la préservation des savoirs-faires en voie de disparition.

2. Matériaux et techniques

Il prône le respect des espaces existants et des traditions de construction. La riyad est ainsi basée sur le principe de symétrie autour du patio central, qui sert de base au projet d'aménagement.

3. Code comportemental

Il concerne tout ce qui a trait aux rapports sociaux entre le nouvel arrivant et la population locale. Il fait référence notamment à certaines règles régissant l'organisation de l'espace à l'intérieur de la riyad: les places traditionnellement privées ou publiques, les terrasses dévolues aux femmes, l'habillement, etc.)

Cette Charte propose ainsi une approche globale du patrimoine: elle fait référence non seulement aux questions architecturales, mais aussi au code de conduite du touriste, autrement dit à des données plus intangibles appartenant au patrimoine traditionnel immatériel de la population.

CONTACTS

Société Marrakech-Medina
M. Q. Wilbaux

52, rue de Dagueys
Z.I. de la Ballastière
33500 Libourne, France

Tel: 33 (0) 5 57 51 52 53
Fax: 33 (0) 5 57 25 32 47

Email: contact@marrakech-medina.com

IV. ANALYSE

A. Limite "technique"

Elle concerne les éventuels problèmes rencontrés par Marrakech-Médina pour la mise en œuvre de sa Charte.

✗ Blocage d'ordre juridique

Les riyads relèvent de la propriété privée, concept très fort en droit islamique. Ce qui peut parfois en compliquer considérablement l'acquisition par Marrakech-Médina.

En outre, il n'est pas rare de trouver des riyads qui appartiennent à plusieurs propriétaires à la fois.

B. Limites "éthiques"

Elles concernent les questions 'morales' posées par un tel projet.

✗ Encourage le développement d'un tourisme culturel qualitatif et d'élite

La restauration des riyads, même si elle respecte toutes les traditions de la culture locale, n'en a pas moins pour objectif la transformation en chambre d'hôtes touristiques de luxe, ce qui a pour conséquence de "sélectionner" la gamme de touristes ayant accès à ces joyaux de l'habitat traditionnel.

Les investissements représentent entre 45 000 et 75 000 euros, le double si l'on comprend la restauration. Mais les banques françaises et marocaines facilitent le montage financier en faisant bénéficier les propriétaires d'exonérations d'impôt de 100% la première année et 50% au-delà.

✗ Une "invasion" étrangère des plus belles pièces du patrimoine immobilier médinal

90% des riyads sont désormais détenues par des étrangers (Allemands, Italiens, et surtout Français¹⁸). Certes la population a participé au respect des traditions locales lors de la restauration de celles-ci, mais l'objectif à long terme est bien que la population elle-même se réapproprie son patrimoine.

Suggestion: Que les riyads soient rachetées par la municipalité ou des organismes internationaux afin de placer ces bâtiments à la vente publique.

C. Conclusion: Un principe à conserver, mais à appliquer à plus grande échelle

L'action de la société Marrakech-Médina est très limitée: elles concernent les seules riyads appartenant à la société, et plus largement concernent seulement des riyads. Or le tissu à préserver de la médina est de 30 000 maisons, dont 3% seulement

¹⁸ In Dossier Marrakech, Les riyads concurrencent les hôtels. L'hôtellerie, 2907, Février 2003, p 45.

sont des riyaads qui présentent un intérêt architectural. Il s'agit donc d'un projet très ciblé. Et c'est là (cf. infra. Limites) sa principale faiblesse.



On pourrait donc envisager de garder le principe (et les principes) de la Charte, mais les appliquer à une plus grande échelle. Ce qui permettrait alors de répondre positivement aux limites éthiques émises plus haut.

L'idée est donc de se servir de cette Charte comme un exemple à suivre pour la réhabilitation de la médina dans son ensemble. L'objectif est de faire que ces principes soient édictés dans le futur plan de sauvegarde la médina: éditer une Charte pour la réhabilitation de la médina de Marrakech, dans le but d'une collaboration avec la population.

QUEBEC: CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUPRES DE LA POPULATION

I. CONTEXTE

A. Carte d'identité

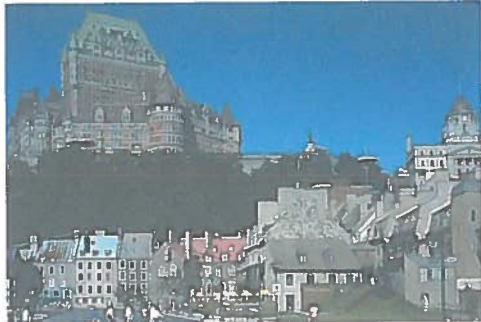
	QUEBEC
 <p>Source: achats-industriels.com</p>	<p><i>Pays :</i> Canada</p> <p><i>Date fondation :</i> 1608</p> <p><i>Nombre d'habitants :</i> 505 000</p> <p><i>Caractéristiques :</i> Située sur un promontoire au pied duquel coule le fleuve St Laurent, reserré avant de s'ouvrir vers l'estuaire, le golfe et l'Océan Atlantique. Capitale de la province de Québec. District historique majoritairement situé dans la Haute-Ville.</p> <p><i>Secteur protégé :</i> District historique de Québec</p> <p><i>Date d'inscription sur la liste du patrimoine mondial :</i> 1985</p>

B. Petit coup d'œil historique...

Québec (du mot d'origine amérindienne Kébec: "là où le fleuve se rétrécit") fut fondée en 1608 par le français Samuel de Champlain sur l'ancien site de Stadaconé, déjà visité pour la première fois en 1535 par Jacques Cartier. Dès son arrivée au pied du cap Diamant il construit une habitation au pied du promontoire, et en 1620, un fort est élevé au sommet de cet escarpement. L'habitation et le fort sont à l'origine des deux noyaux de la ville actuelle.

Québec est le site fondateur de la civilisation française en Amérique. Tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles, elle sera le centre névralgique de la Nouvelle France, qui couvrait alors un territoire immense, du nord de la baie d'Hudson jusqu'au sud de la Floride, en passant par les grands lacs et la Louisiane.

La menace anglaise entraîne la construction de fortifications en 1695. Leur construction s'effectue selon le tracé qui délimitera désormais la "Haute-Ville", symbolisée à elle seule par le célèbre château Frontenac, construit 200 ans plus tard.



Source: geocities.com

La "Basse-Ville", c'est-à-dire la bande qui entoure l'escarpement au niveau du fleuve, est construite une cinquantaine d'années plus tard.

En 1759, la fameuse bataille des plaines d'Abraham vient changer le cours de l'histoire. A partir de cette date, les anglais prennent possession de la ville, puis de la colonie.

En 1775 les troupes américaines tentent sans succès de s'emparer de Québec. Une forteresse est alors construite sur les hauteurs de la ville.

Avec l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, en 1867, la ville de Québec devient la capitale de la province de Québec. A la fin du XIX^e siècle, le port de Québec atteint sa plus grande période d'activité.

C. Critères d'inscription sur la liste du patrimoine mondial

Québec a été inscrite au nom des critères iv et v:

"[...] l'arrosissement historique de Québec, avec la citadelle, la Haute-Ville défendue par une enceinte bastionnée, la Basse-Ville, son port et ses quartiers anciens offrent un élément éminent –de loin le plus complet en Amérique du Nord- de ville coloniale fortifiée". "Anciennement capitale de la Nouvelle-France, Québec illustre l'une des plus grandes composantes de peuplement et du développement des Amériques à l'époque moderne et contemporaine".

D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...

1. Une ville consciente et soucieuse de son patrimoine unique sur le continent

La ville de Québec est particulièrement attachée à son patrimoine, et soucieuse de le faire découvrir au plus grand nombre. Consciente de sa position particulière de plus ancienne ville d'Amérique du Nord et de berceau de la Nouvelle France, elle se prépare à fêter en 2008 son 400^{ème} anniversaire.

La ville de Québec s'est distinguée en recevant plusieurs prix, tels que le Prix du prince de Galles pour la protection et la conservation du patrimoine (2003), et le titre de 10^e meilleure destination touristique au monde de la revue Traveler (2002).

Comme un symbole de l'importance consacrée au patrimoine par la ville de Québec, celle-ci abrite le siège social de l'Organisation des villes du patrimoine mondial [O.V.P.M.].

Un Plan Directeur d'Aménagement et de Développement [P.D.A.D.] est en cours d'élaboration par la ville de Québec, répondant à la nécessité de planification après la création de la ville nouvelle. Il est organisé selon axes spécifiques, dont l'un est spécifiquement consacré à la protection et à la mise en valeur de l'espace urbain. Celui-ci concerne plus précisément la protection et la mise en valeur des paysages, des panoramas et des percées visuelles, la qualité de la forme urbaine, la conservation et la mise en valeur du patrimoine, y compris archéologique et religieux.

L'intégration de la population aux projets d'aménagement est chose courante dans la ville de Québec. Les habitants peuvent ainsi se prononcer sur nombre de politiques par le biais de fréquentes consultations publiques. La ville vient également d'autoriser la création de nouveaux conseils de quartiers, ce qui porte leur nombre à 36. En outre, la mise en place du bureau de l'ombudsman municipal va permettre à la population de se faire entendre pour régler toute situation conflictuelle avec la ville.

2. Le Vieux-Québec: une collaboration fructueuse entre différents acteurs

La ville de Québec possède quatre arrondissements historiques: Beauport, Charlesbourg, Sillery et le Vieux-Québec, mais seul ce dernier est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

Le Vieux-Québec est sans conteste le lieu le plus touristique de la ville, tant en été que pendant la période hivernale.



Source: Maurice Chamberland
(telegraphe.com)



Source: Maurice Chamberland
(telegraphe.com)

Sa gestion et sa mise en valeur en reviennent à deux acteurs différents qui travaillent depuis plus de trente ans en étroite collaboration:

D'une part, l'administration municipale de la ville de Québec, qui gère les deux tiers de l'arrondissement historique. Elle est associée pour de très nombreux projets avec la Commission nationale des biens culturels du Québec, avec laquelle elle entretient de bons rapports.

Et d'autre part, Parcs Canada¹⁹, chargé de la gestion du réseau de fortifications, propriété du gouvernement du Canada.

Il existe en outre un Comité des citoyennes et des citoyens du Vieux-Québec.

II. LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LA GESTION DU VIEUX-QUÉBEC: UNE PRIORITÉ POUR LA VILLE

A. Diagnostic

1. Consulter la population: une pratique de 30 ans

La loi du gouvernement du Québec, qui a créé la ville de Québec et lui confère ses pouvoirs, lui impose certaines obligations de consultation auprès de la population, mais la ville a choisi d'aller beaucoup plus loin en la matière et fait de la consultation de sa population l'une de ses priorités. Celle-ci passe notamment à travers l'action du *comité consultatif*.

Dès la fin des années 70, alors que le ministère de la Culture et des Communications de la province de Québec convenait avec la ville de Québec d'investir massivement dans la mise en valeur de l'arrondissement historique, cette dernière entrepris, déjà, de le faire en collaboration avec ses résidents. C'est dans cet esprit que fut créé en 1977 le comité consultatif du Vieux-Québec.

Constitué à l'origine pour un exercice de réglementation (technique réglementaire novatrice basée sur la gestion des droits acquis, encore en vigueur aujourd'hui), il fut institutionnalisé et devint le **véhicule officiel de consultation pour le quartier historique**, qu'il est toujours aujourd'hui.

Y participe, entre autres, la Société Historique de Québec, organisme non lucratif fondé en 1937. Cette dernière a pour but de promouvoir et de diffuser le patrimoine de la ville de Québec, d'intervenir dans les débats publics et de maintenir un centre de documentation sur le patrimoine québécois.

2. Un système efficace qui a du succès

Le comité consultatif du Vieux-Québec²⁰ est une création de la ville de Québec. Ses membres y sont nommés pour deux ans par le Conseil de la ville. Le choix des membres est animé par le souci de représentativité de la population du quartier (associations de commerçants, comités de résidents, conseils d'établissements supérieurs, de culte, caisses populaires, etc.)

Le mandat du comité est de **donner des avis** au Conseil de Ville sur toute demande de modification à la réglementation d'urbanisme, à la réglementation de circulation, ainsi qu'à la réglementation de stationnement dans le Vieux-Québec. Il est convenu que toute demande de modification du règlement (de zonage) lui soit soumise, et cette étape est devenue incontournable. Le comité consultatif se trouve donc ainsi être le gardien de la mixité des fonctions dans l'arrondissement, de même que le protecteur du maintien des percées visuelles.

¹⁹ Parcs Canada est une agence fédérale rattachée au ministère du Patrimoine canadien, qui a pour mission d'assumer le mandat national et international du Canada en matière de reconnaissance et de protection du patrimoine.

²⁰ Tiré de BEGIN, F. Directrice division architecture, design et patrimoine. Service de l'aménagement du territoire, Ville de Québec.

Le comité n'a pas de pouvoir d'initiative, il est convoqué au besoin par la ville. Les séances du comité sont publiques et la population y est conviée.

Classiquement, le programme de consultation comporte trois phases:

- La phase d'information

Elle consiste à annoncer le programme de consultation publique et à informer les personnes et organismes intéressés par la problématique de planification.

- La phase de réception des commentaires

Elle permet au public d'exprimer ses préoccupations et ses opinions sur les objectifs et les mesures de gestion proposés par le plan directeur préliminaire.

- La phase de rétroaction

Les recommandations approuvées à la majorité du comité sont consignées et argumentées dans un rapport de consultation qui est acheminé aux autorités de la ville qui les prennent en considération dans leur prise de décision.

Remarque: Dans le cas où les problématiques soulèvent des enjeux qui vont au-delà de l'intérêt des résidents du quartier, la ville a recours à d'autres formes de consultation publique et étend sa consultation à un panel plus étendu d'intervenants. La ville forme alors des comités de travail et de suivi ad-hoc dont la mandat est directement lié à une problématique bien précise (ex: autocars touristiques), ou elle a recours à des audiences publiques. Ces consultations de plus grande envergure sont souvent réalisées en partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement.

La participation directe de la population à la mise en valeur de l'arrondissement historique est à l'origine d'un des fondements de la vie démocratique municipale à Québec.

3. Le Vieux-Québec: un espace touristique en voie de muséification

L'arrondissement historique du Vieux-Québec tend depuis quelques années à perdre sa vocation résidentielle au profit de la prolifération de boutiques de souvenirs et de restaurants. Pris d'assaut pendant la période touristique, il se retrouve parfois vide et sans âme lorsqu'arrive la basse saison. La volonté des habitants est donc de garder un quartier animé et vivant.

Le but est de maintenir la population en place, et même d'attirer de nouveaux arrivants, ceci en garantissant un milieu de vie de qualité (notamment par rapport aux maintiens des services et des biens de première nécessité, c'est-à-dire ce qui fait le plus régulièrement défaut dans les vieilles villes historiques touristiques).

B. Enjeux/Objectifs

ENJEU: Préserver (voire renforcer) la fonction résidentielle du Vieux-Québec

OBJECTIFS:

- ❖ **Renforcer l'intégration de la population au processus de mise en valeur du patrimoine**
 - Informer et sensibiliser la population sur les questions patrimoniales (afin de développer un sentiment d'appartenance fort)
 - Faire que les citoyens deviennent des agents **actifs** de conservation de **leur** patrimoine
 - *Au niveau des propositions d'aménagement*
 - *Au niveau de la réhabilitation du bâti privé*

III. STRATEGIE:

A. Programme "musclé" de sensibilisation auprès de la population

La ville de Québec a mis au point une méthode élaborée visant à sensibiliser la population (et les touristes) à la préservation du patrimoine, et ce en vulgarisant les connaissances acquises. Elle a adopté à cet effet un slogan: "Une ville à découvrir encore et toujours".

Son programme de sensibilisation se décline en plusieurs points, comme autant de projets qui se veulent "grands publics":

✗ Publications

Elles sont nombreuses et de différents types (général, archéologique, technique, promenades, etc.)

- **Guide d'intervention "Conserver et mettre en valeur le Vieux-Québec"**

Une publication conséquente, à vendre, destinée aux propriétaires d'édifices situés dans le Vieux-Québec, aux professionnels (architectes et urbanistes), ainsi qu'aux citoyens intéressés.

Il présente les principes d'intervention, généraux et spécifiques (entretien, restauration, insertion de nouvelles constructions, démolition, etc.) pour la gestion du patrimoine historique du Vieux-Québec ; les critères d'intervention (relatifs à la

protection des perspectives visuelles, de l'architecture des édifices, de l'aménagement des parcelles, etc.) ; ainsi que la procédure d'approbation.

- **15 guides techniques**

Ils ont pour sujet "les portes et portes cochères", "les fenêtres" ou encore les "toitures en pente".

Ils ont pour but de fournir recommandations et conseils aux propriétaires privés souhaitant faire des travaux de réhabilitation (techniques, matériaux préconisés, etc.). Ils sont distribués gratuitement à tous les habitants du Vieux-Québec.

- **"Du cap au rivage: Promenades dans les rues de Québec"**

Une brochure gratuite qui propose un itinéraire à travers la ville sous la forme de petites fiches, illustrant chacune un bâtiment, une place, un jardin ou autre lieu historique important pour la ville.

- **"On a fouillé le passé!"**

Une brochure (à vendre) centrée sur le patrimoine archéologique, qui rend compte de l'histoire de chacun des cinq sites de fouille de la ville à partir des découvertes réalisées sur les sites.

- ✕ **Site web**

Il propose notamment un répertoire des toponymes de la ville de Québec (des rues, des places, des parcs, etc.).

- ✕ **Programme d'interprétation ("Découvrir Québec")**

Il se présente sous la forme de 30 panneaux disséminés aux points stratégiques de la ville.

- ✕ **Programme de commémoration ("Les gens de Québec se souviennent")**

Il prend la forme de 60 épigraphes qui rendent hommage aux femmes et aux hommes qui ont marqué la grande comme la petite histoire de la ville.

- ✕ **Modules de découvertes archéologiques**

Il s'agit de la mise en valeur des collections d'artefacts découverts sur les lieux mêmes des fouilles.

- ✕ **Visites intérieures de demeures et de jardins privés**

Elles sont organisées en collaboration avec le Conseil des Monuments et des Sites de Québec.

- ✕ **Pour les plus jeunes**

Une expérience photographique dans le cadre des activités scolaires pour les élèves du secondaire de 20 pays différents (montage d'exposition à thème) est organisée annuellement.

Un jumelage scolaire entre des écoles de villes du patrimoine mondial a été mis en place depuis peu. Ce programme s'intitule "Jeunes sur la piste du patrimoine mondial", et est organisé en collaboration avec l'O.V.P.M.

B. Projets avec des partenaires privés

Ils prennent la forme d'expositions d'artefacts archéologiques dans des demeures privées. Un exemple fameux est celui de l'auberge St Antoine, hôtel luxueux dans lequel des centaines d'artefacts sont exposés, tant dans les aires publiques que dans les chambres.

C. Aides à la restauration: Programme "Maître d'Oeuvre"

Ce programme s'applique uniquement dans le Vieux-Québec. Il consiste à aider financièrement les propriétaires privés à réhabiliter les bâtiments **à des fins résidentielles**, les subventions étant accordées par le Ministère des Affaires Culturelles et la Ville de Québec. Il permet alors également à la ville de contrôler la teneur des travaux en veillant au respect des principes de réhabilitation.

Il existe quatre programmes d'aide différents:

- ✗ Programme d'aide à la restauration des bâtiments traditionnels (taux cumulés proches des 50%).

- ✗ Programme d'aide à la restauration des sites incendiés ou abandonnés

- ✗ Programme de protection contre les incendies

- ✗ Programme de crédit de taxe foncière générale (100%)

CONTACTS

*Ville de Québec
Service culture*

275, rue de l'Eglise
Québec (Québec)

Tel: (418) 641-6181

Email: culture@ville.quebec.qc.ca

IV. ANALYSE

A. Une limite...

✗ Pas de réelle initiative populaire

Ce manque d'initiative populaire peut se comprendre à deux niveaux:

Le comité consultatif où siègent des citoyens du Vieux-Québec est lui-même une création de la ville.

En outre, comme son nom l'indique, il s'agit d'un comité au sein duquel les avis des citoyens ne sont que "consultés". La ville n'a alors aucune obligation de tenir compte des avis récoltés.

On pourrait imaginer un autre fonctionnement pour ce comité qui permettrait réellement aux citoyens de prendre part aux décisions d'aménagement. Et ce peut-être plus dans les villes du patrimoine mondial que n'importe qu'elle autre ville, de part l'importance que revêt la participation de la population: le défi principal de ces villes étant en effet de rester vivante et "habitée".

B. ...mais néanmoins un programme complet

✗ 3 volets principaux

▪ Volet sensibilisation

Il s'effectue selon un mouvement descendant: des autorités vers la base. Il consiste à informer la population, lui fournir des connaissances générales.

▪ Volet intervention dans la conception des projets d'aménagement (avis)

Il s'agit au contraire d'un mouvement ascendant.

▪ Volet intervention dans la réalisation de l'aménagement

- Sous la forme d'aides financières
- Sous la forme d'informations spécifiques, techniques (conseils et recommandations)

✗ Idées sous-jacentes à retenir

▪ On protège ce que l'on aime. On aime ce que l'on connaît.

▪ Donner les moyens financiers et techniques (connaissances) pour y parvenir.

▪ Faire participer la population directement intéressée à la réflexion en amont des décisions d'aménagement.

C. Propositions

✕ Inclure le Vieux-Québec dans le programme d'accession à la propriété

La ville de Québec a instauré un tel programme qui vise à favoriser l'acquisition de logements existants par l'action d'une subvention (de 1250\$ à 5000\$). A cela s'ajoute un crédit de taxe foncière générale pendant une durée de trois ans. Il a ainsi pour but d'encourager le repeuplement des quartiers concernés. Il s'applique actuellement dans plusieurs quartiers de la ville, mais pas dans le Vieux-Québec.

✕ Mettre en place une assistance professionnelle aux particuliers propriétaires de bâtiments dégradés²¹









L'expérience a déjà été tentée avec succès dans le quartier historique de Boston. L'idée est de mettre en place une agence municipale offrant aux propriétaires de bâtiments anciens dégradés l'assistance de services professionnels et techniques pour monter un projet en collaboration avec le propriétaire, souvent dépassé par l'ampleur et la complexité de la tâche.

✕ Mettre en place une société immobilière du patrimoine architectural

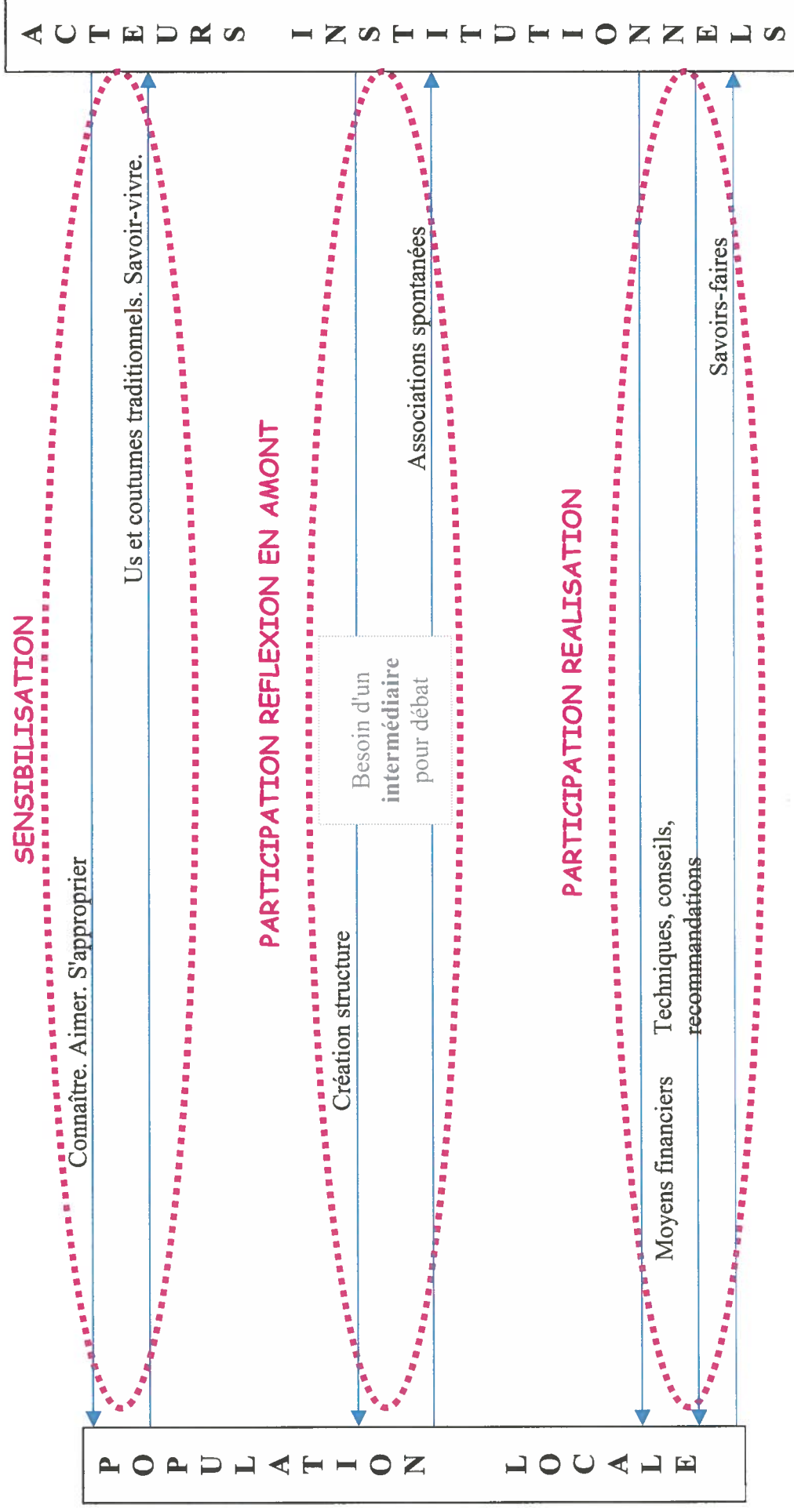
Une société de ce type, créée par le gouvernement du Québec et la ville, existe déjà à Montréal. Le principe est de confier à cette société la gestion des immeubles patrimoniaux de propriété publique, de la doter de subventions et ce, afin qu'elle les réhabilite. Ces bâtiments étant ensuite voués à une fonction résidentielle.

Le principe est donc de faire collaborer les forces publiques et privées dans le but de renforcer la fonction résidentielle des quartiers centraux, tout en assurant une réhabilitation du patrimoine bâti.

²¹ Propositions émises par le comité consultatif du Vieux-Québec

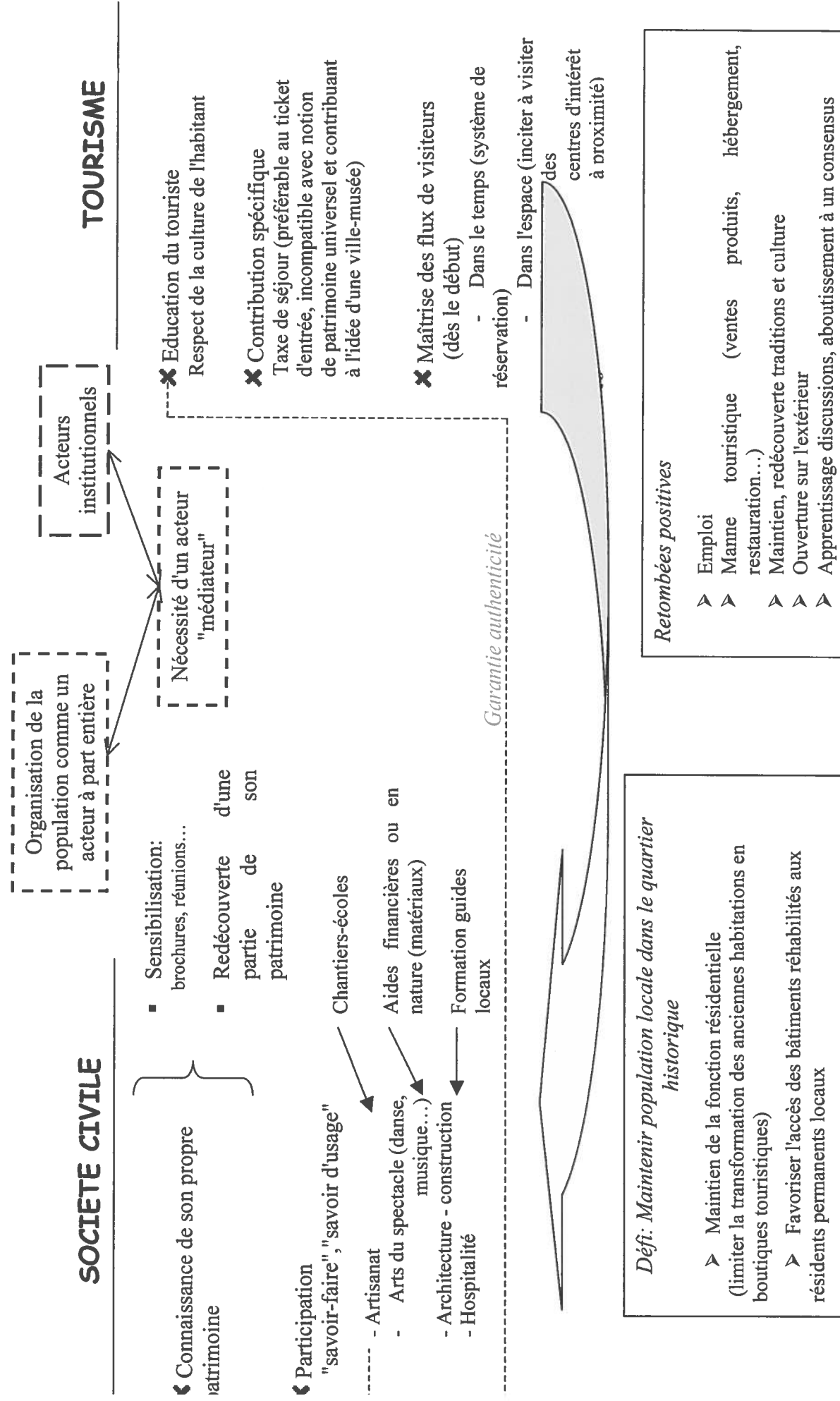
FICHE SYNTHÈSE Patrimoine et participation de la société civile			
3 volets (Echanges à double sens)	<p> Sensibilisation "On protège ce qu'on l'on aime. On aime ce que l'on connaît". But est d'amener la population à se mobiliser d'elle-même.</p> <p> Participation de la population à la réflexion Population envisagée comme un <u>membre actif</u>, pas seulement un organe consultatif. Importance d'une <u>organisation interne efficace</u> de la population (parler d'une seule voix, pour acquérir plus de poids et de crédibilité).</p> <p> Participation de la population à la réalisation Donner à la population les moyens financiers et techniques (connaissances).</p>		
Collaboration entre les différents secteurs	<p> Collaboration entre secteur privé / secteur public</p> <table border="0"> <tr> <td> - Habitants, résidents: population, associations, comités... - Economique: entrepreneurs... - Technique: artisans, ouvriers... </td><td> Municipalité Ministères U.N.E.S.C.O. O.N.G.... </td></tr> </table> <p> Collaboration entre acteurs à différentes échelles Besoin <u>d'intermédiaires</u> et de <u>médiateurs</u> entre population, aménageurs, organismes, municipalité...</p>	- Habitants, résidents: population, associations, comités... - Economique: entrepreneurs... - Technique: artisans, ouvriers...	Municipalité Ministères U.N.E.S.C.O. O.N.G....
- Habitants, résidents: population, associations, comités... - Economique: entrepreneurs... - Technique: artisans, ouvriers...	Municipalité Ministères U.N.E.S.C.O. O.N.G....		
 "FUITE DU PATRIMOINE"	<p>Malgré le souci de maintenir la fonction résidentielle dans le quartier historique, deux risques majeurs sont à éviter afin que la population puisse s'approprier ce patrimoine:</p> <p> Une "ghettoisation" riche Lorsque la conservation du patrimoine ne profite qu'à quelques privilégiés.</p> <p> Une main-mise étrangère sur la patrimoine de la ville</p>		

Protection du patrimoine et participation de la société civile



Source: réalisation personnelle

SYNTHESE: Garder une ville et son patrimoine vivants



CONCLUSION

Nous nous sommes volontairement limités ici aux deux thèmes les plus 'actuels', mais il est évident qu'on ne saurait réduire les défis que représentent la gestion du patrimoine urbain mondial à ces deux entrées. D'autant, on l'a vu, qu'il est assez arbitraire de cantonner le cas d'une ville dans un seul thème, tant les différents domaines s'entrecroisent dès qu'il est question de gestion du patrimoine. Preuve, s'il en faut, que seule une approche "durable", "intégrée" est valable.

Les cas de Lijiang et Marrakech, parce qu'elles se ressemblent par bien des points en constituent un bon exemple:

- Réutilisation touristique de bâtiments traditionnels
- Main-mise étrangère sur ce patrimoine (et même sur le développement économique de la ville)
- Dépeuplement (développement des résidences secondaires/locaux commerciaux).

L'enjeu fondamental est en effet dans les deux cas de conserver le caractère "habité" du quartier historique et ce, en veillant au maintien d'une fonction résidentielle et au maintien de la population locale permanente sur place.

D'autres thèmes auraient également pu être abordés telle que la gestion des catastrophes naturelles, un défi majeur auquel les villes du patrimoine mondial ont eu (et auront sûrement de plus en plus) à faire face, tel que l'exemple de la cité de Bam – classée depuis sur la Liste du patrimoine mondial- nous l'a douloureusement rappelé récemment.

Quoiqu'il en soit, le souci majeur qui ne doit pas quitter les responsables de la conservation du patrimoine et de l'aménagement urbain dans les joyaux que constituent les 208 villes du patrimoine mondial, est sans doute de *garder une cité vivante*.

Il est primordial en effet que le patrimoine –même s'il est déclaré et reconnu comme 'patrimoine mondial de l'humanité'- ne perde pas sa dimension locale. Le but est d'éviter au maximum une "désappropriation" du patrimoine par la population locale. On l'a vu, le sentiment d'appartenance et d'identité est crucial pour sauvegarder "l'esprit des lieux", au centre du processus de conservation du patrimoine.

Les villes du patrimoine mondial ne sont ni des musées en plein air, ni des parcs d'attraction, même si ces attractions constituent des joyaux de la culture universelle.

Parallèlement, il s'agit de ne pas "tuer la poule aux œufs d'or". En effet, en dépit de la menace qu'il peut représenter en cas de surcharge, on ne peut ignorer que le tourisme constitue dans nombre de cas la source principale de revenus de la ville, de même qu'il peut participer à la (re)connaissance de la population de sa propre culture (l'intérêt d'une personne étrangère pouvant éveiller notre curiosité pour notre propre culture). "Muséifier" la ville risquerait à terme de porter atteinte à l'image de la ville et d'entraîner alors une diminution de la fréquentation touristique. Le défi est donc d'encourager (et de donner les moyens –techniques en ce qui nous concerne-) un "mieux-tourisme", non de partir en guerre contre lui.

Un dernier point mérite d'être souligné, qui veut que les stratégies de gestion telles qu'elles ont été proposées ici peuvent également servir de base aux gestionnaires des villes historiques en général, même si elles n'ont pas l'honneur d'être inscrits sur la Liste. Car il s'agit bien ici de protéger le patrimoine de l'humanité dans son ensemble, et ce, à toutes les échelles, tout en n'empiétant pas sur le développement présent et à venir, car nous fabriquons aujourd'hui ce qui deviendra le patrimoine de demain...Ne l'oublions pas!

BIBLIOGRAPHIE

GENERAL

- STOVEL, H. La sauvegarde des ensembles historique urbains en période d'évolution: un guide de gestion, 1991. Colloque International des villes du patrimoine mondial, Québec. 72p
- Un cadre de référence pour la gestion des arrondissements historiques. Commission des biens culturels du Québec, septembre 2002, 78p.

➤ RAPPORTS

- Actes du 2^e Colloque International de l'O.V.P.M., Fès, 1993.
- Actes du 3^e Colloque International de l'O.V.P.M., Bergen, 1995.
- Actes du 4^e Colloque International de l'O.V.P.M., Evora, 1997.
- Actes du 5^e Colloque International de l'O.V.P.M., St Jacques de Compostelle, 1999.
- Actes du 7^e Colloque International de l'O.V.P.M., Rhodes, 2003.

➤ CHARTES INTERNATIONALES

- Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. 16 novembre 1972, U.N.E.S.C.O.
- Charte internationale su tourisme culturel (La gestion du tourisme aux sites et de patrimoine significatif). Octobre 1999, I.C.O.M.O.S.
- Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. 17 octobre 2003, U.N.E.S.C.O.

➤ SITES INTERNET

www.ovpm.org
whc.unesco.org
www.icomos.org
www.iccrom.org

ETUDES DE CAS:

❖ VENISE

- MANENTE, M. Les grandes villes d'art: comment gérer le flux de visiteurs? 1999. Centre Internationale d'Etudes Touristiques Ciset, Venise, Italie. (Dans le cadre du premier Sommet du Tourisme, 1-3 décembre 1999).
- MOULIN, C. Tourisme international et sites du patrimoine mondial: la quadrature du cercle? Département des sciences du loisir, Université d'Ottawa, Canada.
- RUSSO, A.P. Venise: la fin du tout-tourisme. Université Erasmus de Rotterdam, Pays-Bas.
- VAN DEN BORG, J. La gestion des flux touristiques dans les villes d'art. L'exemple de la Venice Card. Article extrait du Cahier Espaces n° 78, Edition ESPACES, Juillet 2003.
- Définir, mesurer et évaluer la capacité de charge dans les destinations touristiques européennes. Rapport final. Athènes, décembre 2001.

www.venicecard.com

❖ LUANG PRABANG

- A Case study on Luang Prabang, Lao P.D.R. Bhaktapur, April 2000. Submitted to UNESCO, Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific by the Local Case Study Team. Fifth Annual Workshop in Lijiang, 2001: Culture heritage management and tourism, Models for Co-operation among Stakeholders.
- Report on the Implementation of the Action Plan of Luang Prabang, Lao P.D.R. Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific. Fifth Annual Workshop in Lijiang, 2001.
- Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de Luang Prabang. ZPP-N, Secteur Naturel et Paysager. La Maison du Patrimoine, Luang Prabang, RDP Lao.
- Programme de restauration des zones humides de Luang Prabang, La Maison du Patrimoine, 2002.
- Cdrom: Les zones humides de Luang Prabang, La Maison du Patrimoine, 2002

- ENGELMANN, F. Le réveil culturel de Luang Prabang. Courrier de l'Unesco. Juillet-Août 1999. Version longue.

- La lettre du Patrimoine de Luang Prabang. Mars 2002. Publiée par la Maison du Patrimoine.

www.unescobkk.org/culture/tourism

www.ambafrance-laos.org

❖ LIJIANG

- HONG, Z. Lijiang reformulated Action Plan. Deputy Governor of Lijiang County Government.

- LEE, B. Naxi paper. The Management Committee for the Protection of the World's Cultural Heritage of Lijiang Old Town. (Yunnan fine Arts press)

- McKHAN, C.F. Tourisme de masse et identité sur les marches sino-tibétaines. Article tiré de Anthropologie et Sociétés, volume n° 25, numéro 2, 2001 "Tourisme et sociétés locales en Asie Orientale". (Ed. Département d'anthropologie de l'Université Laval, Québec, Canada).

- SONGTING, D. A heritage protection and tourism development. Case study of Lijiang Ancient Town, China. Bhaktapur, April 2000. Submitted to UNESCO, Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific. Fifth Annual Workshop in Lijiang, 2001: Culture heritage management and tourism, Models for Co-operation among Stakeholders.

- Report on the Implementation of the Action Plan of Lijiang, China. Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific. Fifth Annual Workshop in Lijiang, 2001.

- YAMAMURA, T. Succession and Tourism-Use of Intangible Cultural Heritage: the Roles of Local Government and Communities in the Old Town of Lijiang, China. Department of Tourism Design, Kyoto Saga University of Arts, Japan.

- YAMAMURA, T. The Process of Social Transformation Associated with Tourism Development in the World-Heritage City Lijiang, China. In Proceedings of European Cities Tourism's International Conference in Vienna, Austria, 2002. SpringerWien NewYork.

www.unescobkk.org/culture/tourism

❖ FES

- DEBBAGH, M. Sauvegarde de la ville de Fès: Une innovation d'avant-garde dans la gestion urbaine pour la conservation et le développement de la ville historique. Conseil Municipal de Fès. 5^e Colloque International de l'OVPM, St Jacques de Compostelle, 1999.
- SERRHINI, F. Les possibilités de planification, de gestion et de développement des villes du patrimoine. Directeur de la planification urbaine ADER-Fès. 3^e Colloque International de l'OVPM, Bergen, 1995.
- SIMETIERE, A. Espaces urbains et dynamiques associatives au Maroc, l'émergence d'Instances Participatives de quartier. Cas de la médina de Fès. Mémoire de Maîtrise. Université de Toulouse, France.
- Projet de Réhabilitation de la Ville Historique de Fès. ADER-Fès, 1996.
- Case Study: Fez, Morocco. Rehabilitation of the Fez Medina. 38p (Culture in Sustainable Development). By Unit for Housing and Urbanization Graduate School of Design Harvard University and ADER-Fès. Supported by the World Bank.

www.casanet.net.ma

❖ MARRAKECH

- "Pacte urbain" de la ville de Marrakech. Journal "Le Matin", 2003.
- Charte de qualité et de services Marrakech-Medina. Riads au Maroc.

www.riadomaroc.com

❖ QUEBEC

- BEGIN, F.; DESAUTELS, J. La participation des citoyens dans la gestion et la mise en valeur de l'arrondissement historique du Vieux-Québec. 7^e Colloque International de l'OVPM, Rhodes, 2003.
- BEGIN, F. Conserver les vieux quartiers vivants et animés. Division design et patrimoine, Ville de Québec, Canada. 5^e Colloque International de l'OVPM, St Jacques de Compostelle, 1999.

- LAMARCHE, J. Discours du Président du comité des citoyens et citoyennes du Vieux-Québec prononcé dans le cadre du 2e Colloque International de l'OVPM, Fès, 1993.

www.ville.quebec.qc.ca

Tous les ouvrages ont été publiés conjointement par Gouvernement du Québec, Ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Québec; dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel du Québec:

- Guide d'intervention. Conserver et mettre en valeur le Vieux-Québec. 1998. 112p.
- On a fouillé le passé. Cinq sites archéologiques de Québec, à découvrir, à imaginer, à connaître. 1999. 40p.
- Québec, une ville du patrimoine mondial. 1995. 31p
- Du cap au rivage. Promenades dans les rues de Québec. 1994. 65p
- Pas à pas Québec se dévoile. 2001. Fasicule.
- Exemple de guide technique : Guide technique n° 11. Les portes et les portes cochères. 1991, 23p

GLOSSAIRE

- **A.D.E.R.:** Agence pour la DEdensification et la Réhabilitation de la médina de Fès
- **A.D.U.C.:** Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonnais
- **A.F.D.:** Agence Française de Développement
- **A.H.P.A.D.A.:** Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
- **A.U.S.F.:** Agence Urbaine et de Sauvegarde de Fès
- **D.S.V.F.:** Délégation à la Sauvegarde de la Ville de Fès
- **I.C.C.R.O.M.:** Centre International d'Etudes pour la Restauration et la Preservation des Biens Culturels (siège à Rome)
- **I.C.O.M.O.S.:** Conseil International des Monuments et des Sites (siège à Paris)
- **M.D.P.:** Maison du Patrimoine
- **O.V.P.M.:** Organisation des Villes du Patrimoine Mondial (siège à Québec)
- **P.A.U.-LP.:** Plan d'Aménagement Urbain de Luang Prabang
- **P.D.A.D.:** Plan Directeur d'Aménagement et de Développement
- **P.S.M.V.:** Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur
- **S.D.A.U.:** Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
- **U.N.E.S.C.O.:** Organisation des Nations Unies pour la Culture, la Science et l'Education (siège à Paris)

TABLES

TABLE DES PHOTOS

Venise

Photo n°1 – La place St Marc - : p 20
Photo n°2 – Paquebot de croisière -: p 20
Photo n°3 – Tourisme de masse devant le palais des Doges - : p 21

Luang Prabang

Photo n°4 - Haut Mékong - : p 28
Photo n°5 – Jour de marché - : p 29
Photo n°6 – Fabrication traditionnelle de papier - : p 30
Photo n°7 – Tissage traditionnel -: p 30
Photo n°8 – Chantier école -: p 32
Photo n°9 – Ecomusée de Boua Kang Bung - : p 34

Lijiang

Photo n°10 – Canal dans la vieille ville - : p 38
Photo n°11 – Boutique de souvenirs touristique -: p 39
Photo n°12 – Femmes naxies en costumes traditionnels - : p 40
Photo n°13 – Orchestre de musique Dongba - : p 43

Fès

Photo n°14 – Porte d'entrée de la médina -: p 51
Photo n°15 – Scène de vie dans une ruelle de la médina - : p 52
Photo n°16 – Tanneries - : p 53
Photo n°17 – Tanneries - : p 53

Marrakech

Photo n°18 – Toits - : p 60
Photo n°19 – Foule dans la médina -: p 61
Photo n°20 – Patio d'un riyad - : p 62
Photo n°21 – Patio d'un riyad - : p 62

Québec

Photo n°22 – HauteVille et Basse Ville - : p 67
Photo n°23 - Rue St Jean (Vieux Québec) - : p 68
Photo n°24 – Place d'Youville (entrée du Vieux Québec) - : p 68

TABLE DES SCHEMAS

Schéma n°1 - "Maîtrise des flux touristiques - : p 26
Schéma n°2 - "Bonnes pratiques" Patrimoine et tourisme culturel - : p 45
Schéma n°3 - "Bonnes pratiques" Patrimoine et société civile - : p 78
Schéma n°4 - Synthèse: "Garder une ville et son patrimoine vivants" - : p 79

TABLE DES MATIERES

Remerciements.....	1
Sommaire.....	2
Introduction.....	3
1. Préambule.....	5
I.Méthodologie.....	6
II. Organisation du rapport.....	9
2. Nouveaux défis pour la gestion des villes du patrimoine mondial.....	10
I.Conservation du patrimoine et développement: la quadrature du cercle?.....	11
A. Pour un patrimoine vivant et...habité.....	11
B. Cas particulier des villes du patrimoine mondial.....	11
II. Nouveaux enjeux.....	12
A. L'approche intégrée: pour une gestion durable du patrimoine?.....	12
B. Evolution de la notion de patrimoine.....	12
C. Nouveaux défis.....	13
3. Analyse comparée d'études de cas.....	14
<i>Protection du patrimoine et tourisme.....</i>	<i>15</i>
<i>Topo introductif.....</i>	<i>16</i>
<u>Venise: Gestion des flux touristiques:</u>	
<u>Exemple de la Carte de Venise.....</u>	<u>18</u>
I.Contexte.....	18
a. Carte d'identité.....	18
b. Petit coup d'œil historique.....	18
c. Critères d'inscription.....	19
d. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine...19	
II.Un tourisme très ancien qui devient aujourd'hui une menace: une "ville musée" en surcharge touristique.....	20
A. Diagnostic.....	20
B. Enjeux/Objectifs.....	21
III.Stratégie: "La Carte de Venise".....	22
A. Mise en place.....	22
B. Principe.....	22
C. Comment se la procurer?	23
IV.Analyse.....	24
A. Pertinence des mesures par rapport aux objectifs de départ.....	24
B. Limites.....	24
C. Choix des objectifs de départ.....	25
D. Modèle "Maîtrise des flux touristiques".....	26

Luang Prabang: Patrimoine culturel traditionnel

et tourisme durable.....	27
I.Contexte.....	27
A. Carte d'identité.....	27
B. Petit coup d'œil historique.....	27
C. Critères d'inscription.....	28
D. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine.....	28
II.Un tourisme culturel jeune: Volonté de conservation de la culture traditionnelle face à l'explosion du tourisme depuis une dizaine d'années.....	30
A. Diagnostic.....	30
B. Enjeux/Objectifs.....	31
III.Stratégie.....	32
A. Mise en place d'un plan d'action (2001)	32
1. Préserver le patrimoine traditionnel.....	32
2. Utiliser la manne touristique pour préserver le patrimoine culturel.....	32
3. Utiliser les ressources culturelles pour augmenter les bénéfices liés au tourisme.....	33
B. Illustration à travers le Projet de Restauration des Zones Humides.....	33
IV.Analyse.....	35
A. "Etat d'esprit".....	35
B. Limites.....	35

Lijiang: Patrimoine traditionnel et tourisme:

le risque du tourisme "folklorique.....	37
I.Contexte.....	37
A. Carte d'identité.....	37
A. Petit coup d'œil historique.....	37
B. Critères d'inscription.....	38
C. Tour d'horizon des mesures de protection du patrimoine.....	38
II.Un tourisme culturel important qui menace l'identité naxi.....	39
A. Diagnostic.....	39
1. Une fréquentation touristique qui explose	
2. depuis le début des années 90.....	39
3. La Vieille Ville a perdu son authenticité	
4. et n'est plus qu'un "symbole touristique".....	39
5. Les autres conséquences directes du tourisme.....	41
B. Enjeux/Objectifs.....	41
III.Stratégie:	42
A. Mise en place d'un plan d'action (2000)	42
1. Prélèvement d'une taxe par visiteur: "taxe locale	
2. pour la préservation".....	42
3. Création du Comité de Gestion et de Préservation	
4. de la Vieille Ville	42
5. Faire revivre le marché de la Vieille Ville.....	42
6. Faire revivre la culture traditionnelle.....	42
7. Ouverture du premier parc du Patrimoine Mondial	

A.Diagnostic.....	61
1. La médina: un espace central qui se dégrade.....	61
2. "Razzia sur les riyaads!"..	62
B.Enjeux/Objectifs.....	63
III.Stratégie:	63
A. Une initiative privée	63
B. Principes.....	64
IV.Analyse.....	65
A. Limite technique.....	65
B. Limites "éthiques".....	65
C. Conclusion: un principe à conserver, mais à appliquer à plus grande échelle.....	65
Québec: Campagne de sensibilisation auprès de la population	67
I.Contexte.....	67
A. Carte d'identité.....	67
B. Petit coup d'œil historique.....	67
C. Critères d'inscription.....	68
D. Tour d'horizon des mesures	
E. de protection du patrimoine.....	68
II.La participation des citoyens dans la gestion du Vieux-Québec: une priorité pour la ville.....	70
A.Diagnostic.....	70
1. Consulter la population: une pratique de 30 ans.....	70
2. Un système efficace qui a du succès.....	70
3. Le Vieux-Québec: un espace touristique en voie de muséification.....	71
B.Enjeux/Objectifs.....	72
III.Stratégie:	72
A. Programme "musclé" de sensibilisation auprès de la population...	72
B. Projets avec des partenaires privés.....	74
C. Aides à la restauration: Programme "Maître d'Oeuvre".....	74
IV.Analyse.....	75
A. Une limite.....	75
B. ...mais néanmoins un programme complet.....	75
C. Propositions.....	76
Fiche synthèse.....	77
Schéma récapitulatif	78
Synthèse générale.....	79
Conclusion.....	80
Bibliographie.....	82
Glossaire.....	87
Tables.....	88
Table des matières.....	89
Annexes.....	93

ANNEXES

ANNEXE I: Critères relatifs à l'inscription de biens culturels sur la liste du patrimoine mondial
(art. 1 de la Convention du Patrimoine Mondial, UNESCO, 1972)

ANNEXE II: Le programme LEAP (Asie- Pacifique)

**CRITERES RELATIFS A L'INSCRIPTION DE BIENS
CULTURELS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL
(art. 1 de la Convention du Patrimoine Mondial, UNESCO,
1972)**

Un monument, un ensemble ou un site (cf. lexique) proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial sera considéré comme ayant une valeur universelle exceptionnelle aux fins de la Convention lorsque le Comité considère que ce bien répond à l'un au moins des critères ci-après et au critère d'authenticité. En conséquence, tout bien devrait:

- i. soit représenter un chef-d'oeuvre du génie créateur humain;
- ii. soit témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture, ou de la technologie des arts monumentaux, planification des villes ou de la création de paysages;
- iii. soit apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue;
- iv. soit offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des période(s) significative(s) de l'histoire humaine;
- v. soit constituer un exemple éminent d'établissement humain ou d'occupation du territoire traditionnels représentatifs d'une culture (ou de cultures), surtout quand il devient vulnérable sous l'effet de mutations irréversibles;
- vi. soit être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des oeuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (le Comité considère que ce critère ne devrait justifier une inscription sur la Liste que dans des circonstances exceptionnelles, ou lorsqu'il est appliqué concurremment avec d'autres critères culturels ou naturels).

Le programme LEAP (Asie Pacifique)²²

- Principe

Il porte aujourd'hui sur plus de 12 sites de la région Asie/Pacifique (dont Lijiang et Luang Prabang) et fait intervenir un réseau de gestionnaires de sites et plusieurs projets de développement intégré qui, outre la conservation du patrimoine, répondent à des problèmes tels que la protection de l'environnement, le déclin des zones rurales et l'extension des villes.

Ces projets visent à donner plus d'autonomie aux populations autochtones et aux communautés locales qui vivent à l'intérieur ou à proximité des sites du patrimoine afin qu'elles puissent jouer un rôle moteur dans la préservation et la gestion de ces sites.

Il a pour but de montrer comment le patrimoine culturel peut être une source de richesses pour les populations.

- Activités

Elles comprennent:

- Formation sur le tas pour aider les gestionnaires de la ville à mettre au point des plans d'urbanisme et de gestion de l'environnement,
- Etude, mise au point et formation des habitants à des techniques d'entretien des bâtiments qui soient peu coûteuses, respectueuses des traditions et fidèles au style historique de ces bâtiments,
- Promotion et formation visant à préserver des traditions potentiellement commerciables dans le domaine de la musique, de la peinture, de la danse, de la gastronomie, etc.,
- Elaboration d'activités d'éducation en histoire locale, protection du patrimoine et gestion des petites entreprises.

²² Pour plus d'informations, consulter www.unesco.org/webworld/netaid/clt/fr_leap_apa.html